

UN PARTENARIAT ENTRE
LE CENTRE DE FORMATION DE L'AFERTES
ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

RAPPORT DE PRE- ENQUETE CONCERNANT LA QUESTION DES
JEUNES ELOIGNES DES DISPOSITIFS D'INSERTION DU
QUARTIER « FOSSE 4 » DE LA VILLE DE CARVIN

DEMARCHE REALISEE DANS LE CADRE DE L'UNITE DE
SPECIALISATION DES EDUCATEURS SPECIALISES
« INSERTION EXCLUSION ».

SOUS LA DIRECTION DE DIDIER ANDREAU ET DE PATRICK LALANDE.

AVEC LA PARTICIPATION DE :

Séverine Blervaque
Catherine Descamps
Martin Larible
Stéphane Leurette

Patrick Darnoux
Pascal Dumont
Sylvie Lecointe

DEES ANNEE 2004

PLAN

INTRODUCTION

I° PARTIE : CONTEXTUALISATION DE LA DEMARCHE

- 1.1) Notre démarche de recherche
- 1.2) Qu'est ce que la recherche
- 1.3) Dans le cadre de la recherche sur le quartier de fosse 4
- 1.4) La démarche de l'entretien dans l'enquête à Carvin
- 1.5) Contractualisation de la commande
- 1.6) Définition du problème

2° PARTIE : ANALYSE DU DISCOURS DES JEUNES DU QUARTIER DE FOSSE 4

- 2.1) Analyse de contenu à de multiples implications
- 2.2) L'Analyse de contenu appliquée à notre enquête
- 2.3) Distribution en unités de sens
- 2.4) Analyse des catégories
- 2.5) Analyse du discours des témoins privilégiés

3° PARTIE : CADRE D'HYPHOTHESES DE PROPOSITIONS D' ACTIONS

- 3.1) Axe citoyenneté
- 3.2) Axe relations aux institutions
- 3.3) Axe emploi

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

INTRODUCTION

Dans le cadre de l'unité de spécialisation "Insertion Exclusion", nous avons mené une enquête portant sur un public de "jeunes adultes" échappant à l'ensemble des dispositifs de droit commun mis en œuvre en matière d'insertion.

Ce projet a été mené en partenariat entre, d'une part, le centre de formation et de recherche de l'Association pour la Formation, l'Expérimentation et la Recherche en Travail Educatif et Social (AFERTES) d'Arras, et d'autre part le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la ville de Carvin.

Le travail a consisté à rencontrer des jeunes des quartiers de "Fosse 4" et de la "ZAC des Eglissières", quartiers repérés par les services sociaux de la commune comme cumulant un certain nombre de difficultés. La démarche a permis d'enquêter huit jeunes issus de ces quartiers ainsi que quatre adultes dits "témoins privilégiés".

La jeunesse est une épreuve aux contours incertains. C'est une catégorie sociale qui a évolué au cours de l'histoire et qui varie en fonction du statut social ce que Pierre Bourdieu synthétise bien en disant que "la jeunesse n'est qu'un mot".

La difficulté de définir la jeunesse résulte du fait qu'il y a un affaiblissement des rites de passage. Ceci est dû à un allongement de la période de transition entre la sphère familiale et la création d'un ménage, à l'allongement des études et à la prolongation du temps des expériences, ce qui tend à repousser toujours plus tard l'âge d'accès à un plein statut.

Cette étude nous a permis de construire une réflexion sur la jeunesse en difficulté à partir des jeunes de Carvin et des rapports qu'ils entretiennent aux institutions.

En nous appuyant sur la démarche initiée par le courant de la Recherche-Action, nous avons élaboré un cadre d'analyse qui nous a conduit à la formulation d'une hypothèse de travail présentée de la façon suivante :

"On peut penser que ce qui sépare les jeunes des dispositifs de droit commun s'explique :

-Soit par un cumul de difficultés provoquant des situations d'incompréhension (entre jeunes et acteurs de la mise en œuvre des dispositifs), situations qui expliquent le rejet de ces dispositifs par les jeunes. (Subit)

-Soit par une représentation négative des jeunes à l'égard de ces dispositifs, représentation forgée par l'expérience subjective de vingt années de politiques d'insertion sociale et professionnelle. (Agit)

-Soit par la conjugaison de ces deux formes de représentation qui mettent en tension des systèmes de valeurs différents.

Notre enquête s'est effectuée en trois étapes :

D'abord un temps de recherche d'outils théoriques, puis la construction d'un questionnaire.

Ensuite, un temps d'interviews menées directement sur les quartiers.

Enfin, une analyse des contenus des interviews et une synthèse visant à apporter des propositions d'actions.

1^{ER} PARTIE

CONTEXTUALISATION DE LA DEMARCHE

1-Notre démarche de formation par la Recherche-Action Participante

Le centre de formation en travail social d'Arras géré par l'Association de Formation et la Recherche en Travail Educatif et Social (AFERTES) forme depuis 1964 des travailleurs sociaux.

Implanté tout d'abord à Phalempin dans le Nord par le mouvement des CEMEA il est basé à Arras depuis 1978.

En 1998 une nouvelle association, l'AFERTES, est créée et gère désormais l'activité dans la tradition pédagogique des méthodes actives d'éducation et en association avec le réseau national des C.E.M.E.A.

Dans ce cadre un des axes centraux de la formation des travailleurs sociaux et particulièrement des éducateurs spécialisés est de faire en sorte que ceux-ci s'approprient la démarche et la méthodologie de la recherche en sciences sociales dans une approche pédagogique inspirée à la fois des méthodes actives, de la pédagogie de la conscientisation et de la recherche-action.

Les responsables de l'unité de formation « *Economie et Société* » et de l'unité de spécialisation « *Insertion* » ont à cœur de s'interroger sur les formes didactiques les plus pertinentes pour que les travailleurs sociaux en formation s'approprient à la fois l'outil sociologique *in situ*, mais également se situent, dès le début de la formation, dans la réflexion sur le rapport à l'utilisateur du secteur.

Quelles postures éthiques et professionnelles adopter ? Et partant de là : quelles postures épistémologiques et méthodologiques mobiliser dès lors que l'on souhaite se situer dans un rapport à l'opprimé qui ne soit pas celui d'un agent au service de la reproduction sociale de l'aliénation, mais dans un rapport qui contribue à l'émancipation ?

C'est peut-être dans le développement de méthodes de formation qui rompent avec le cours *ex-cathedra*, dans la mise en place d'actions qui se situeraient dans le courant de la sociologie d'intervention par le développement de recherche menées sur de véritables terrains avec les acteurs et les populations, que se trouve une des réponses.

Aussi, depuis quelques années nous avons été amené à nous adresser à des acteurs sociaux, mairies, centres sociaux, associations ou syndicats d'usagers pour leur proposer des collaborations qui incluent des dynamiques de formation par la recherche.

Nous avons créé, en quelque sorte, un mini-laboratoire d'intervention permettant à nos stagiaires et aux militants et usagers de ces structures de se former tout en coproduisant des savoirs sur leur quotidien.

Cette démarche s'inscrit aussi dans une réflexion plus large sur le déficit démocratique constaté dans notre société et sur la montée en qualification des cadres des mouvements sociaux, du secteur social et associatif, et des praticiens sociaux au sens large.

Nous avons fait le pari que ces actions peuvent aussi créer une soif « épistémique » et donner envie à certains d'aller plus loin dans leur démarche de formation.

La sociologie peut-elle s'enseigner ? (En tout cas nous ne sommes pas entièrement satisfaits de la façon dont cela se passe et par ailleurs cela nous paraît en contradiction avec le projet de l'école et les principes des méthodes pédagogiques dites actives)

Alors peut-être faut-il la vivre ? D'où notre intention de mise en place d'un projet de laboratoire expérimental d'intervention sociologique où l'on pourrait mettre en œuvre la méthodologie de l'action recherche participante.

Avant d'être action, l'action recherche est avant tout une recherche qui suppose les mêmes exigences méthodologiques qu'une recherche classique.

2) Qu'est ce que la recherche ?

Nous nous retrouvons tout à fait dans la conception de la recherche décrite dans le premier chapitre du manuel de recherche en sciences sociales :

« ...On utilise souvent les mots de « recherche » ou de « science » avec une grande légèreté et dans les sens les plus élastiques...

Or, produire une connaissance scientifique (c'est à dire vraiment nouvelle, susceptible de faire progresser sa propre discipline) est vraiment très difficile.

...Qu'apprend-on en fait, dans le meilleur des cas, au terme d'un travail appelé communément travail de « recherche sociale » ?

Au mieux, comprendre les significations d'un événement ou d'une conduite, à faire intelligemment le point d'une situation, à saisir plus finement les logiques de fonctionnement d'une organisation, à réfléchir avec justesse aux implications d'une décision politique, ou encore à comprendre plus nettement comment telles personnes perçoivent un problème et à mettre en lumière quelques-uns des fondements de leurs représentations...

...il s'agit rarement de recherches qui ont la prétention à faire progresser les sciences sociales...mais d'un travail qui peut être précieux et qui peut contribuer grandement à la lucidité des acteurs sociaux sur les pratiques dont ils sont auteurs ou sur les événements et les phénomènes dont ils sont témoins, mais il ne faut pas lui accorder un statut qui ne lui est pas approprié... »¹

2-1) La recherche-action

Notre démarche de recherche s'inscrit également dans le courant sociologique issu de la recherche action :

La recherche-action classique et l'apport de Kurt Lewin

On attribue parfois l'invention du terme recherche-action à un anthropologue, J. Collier, qui proposa que les découvertes de type ethnologique faites aux USA sur les indiens des réserves soient utilisées au bénéfice d'une politique favorable à ces derniers (Collier 1945)². Kurt Lewin élaborera la première définition de cette orientation (Lewin 1948)³

Les premières interventions de Lewin illustrant sa conception de la recherche action concernaient le changement des attitudes et des comportements dans l'activité sociale (et par exemple le changement des habitudes alimentaires, ou encore les préjugés raciaux).

¹ Quivy (R.), Van Campenhoudt (L) « Manuel de recherche en sciences sociales » Paris, Dunod, 1988, P-p. 4,5

² Collier (J) Indian Administration as a laboratory of human relations, Social Research, 12, 1945, Arguments ethnométhodologiques, Problèmes d'épistémologie en sciences sociales , III, Centre d'études des mouvements sociaux, EPSS-CNRS, 1984.

³ Lewin (K.) Resolving social conflicts (New-York, Harper and Row) 1948.

Il décrit les phases d'une recherche action : sa planification, la mise en application d'une première étape du plan d'intervention avec observation des effets et, enfin, la planification d'une nouvelle étape d'action à partir des résultats obtenus dans la précédente, et ainsi de suite. Ce mouvement cumulatif forme une « spirale » des relations entre pratique, observation et théorisation.

2-1-2 Observation participante et recherche-action

L'observation participante a pour finalité principale la connaissance. Dans la recherche-action, cette connaissance est retournée aux membres d'un groupe social et devient alors un outil de changement.

Il est intéressant de relever enfin le voisinage de l'observation participante et de la recherche action dans un ouvrage autobiographie de W. F. Whyte, l'un des fondateurs de l'observation participante en sociologie : « Learning from the field » (Whyte 1983). Un chapitre de cet ouvrage est consacré à la description de trois « types de recherche-action appliquée » classés par ordre d'implication croissante du chercheur, la description se fondant sur des situations de recherche-action dont l'auteur a été, souvent, l'animateur principal (il reprend d'ailleurs souvent, à ce propos, la notion française de « l'animation sociale », la « nouvelle recherche-action »).

3) Dans le cadre de notre recherche-action sur le quartier dit de la Fosse 4 à Carvin (62)

En référence au contenu de la commande, les objectifs de cette recherche partent du besoin des acteurs sociaux de faire un constat partagé autour de la problématique de la grande exclusion.

En effet, les acteurs carvinois ont pu faire le constat qu'au niveau de la grande exclusion, le public jeune semble poser question au groupe de travail animé par le CCAS.

Par la difficulté qu'il y a à mobiliser ces publics, par le constat que les outils d'insertion classiques sont peu investis par les jeunes, par le fait qu'il y ait une difficulté à identifier ces jeunes sur la commune.

- Qui sont ils ?
- Comment en sont ils arrivés là ?
- Quels outils (moyens) pour les capter ?

Le groupe représentant le comité de pilotage aimerait obtenir une photographie de cette jeunesse, afin que le collectif puise dans les pistes de travail des réflexions venant structurer l'intervention en direction des jeunes .

Pour obtenir cette photographie, compte tenu de la nature de la problématique et compte tenu du temps dont nous disposons (une semaine dans le cadre du 3^{ème} module de l'UF8 insertion des étudiants éducateurs spécialisés en troisième année), il nous a semblé judicieux d'utiliser l'outil le plus pertinent pour le recueil de la parole des publics concernés, à savoir l'enquête qualitative par entretien. En outre, il nous est apparu nécessaire de limiter l'investigation au quartier fosse 4, quartier qui, nous le verrons plus loin, apporte des éléments significatifs compte tenu de notre objectif de recherche.

Une enquête dite qualitative par entretien avec la construction d'une grille d'entretien semi directif construit autour de questions souples, permet d'interroger en profondeur un nombre restreint d'individus.

Les entretiens permettent au chercheur d'en retirer des informations et des éléments de réflexions très riches et nuancés. A l'inverse de l'enquête par questionnaire, les méthodes d'entretiens se caractérisent par un contact direct entre le chercheur et ses interlocuteurs et par une faible directivité de sa part.

Ainsi s'instaure en principe un véritable échange au cours duquel l'interlocuteur du chercheur exprime ses perceptions d'un événement ou d'une situation, ses interprétations ou ses expériences, facilite cette expression, évite qu'elle s'éloigne des objectifs de la recherche et permet à son vis-à-vis d'accéder à un degré maximum d'authenticité et de profondeur.

Si l'entretien est d'abord une méthode de recueil des informations, au sens le plus riche, il reste que l'esprit théorique du chercheur doit rester continuellement en éveil de sorte que ses propres interventions amènent des éléments d'analyse aussi féconds que possibles.

4) La démarche de l'entretien dans notre enquête à Carvin

Après une séquence sur la méthodologie de la recherche-action et sur la méthodologie de l'enquête par entretien, nous, nous sommes penchés sur l'étude des données générales liées aux thèmes suivants : éléments socio-démographiques et socio-économiques généraux et ceux spécifiques à la ville de Carvin, à la problématique de la jeunesse. Sur cette base nous avons pu dégager des indicateurs pour bâtir le canevas d'entretien.

Rappel de l'hypothèse :

On peut penser que ce qui sépare les jeunes des dispositifs de droit commun s'explique :

- soit par un cumul de difficultés, provoquant des situations d'incompréhension « entre jeunes et acteurs de la mise œuvre des dispositifs », situations qui expliquent le rejet de ces dispositifs par les jeunes. (Subit)
- soit par une représentation négative des jeunes à l'égard de ces dispositifs, représentation forgée par l'expérience subjective de 20 ans de politique d'insertion sociale et professionnelle. (Agit)
- Soit par la conjugaison de ces deux formes de représentation qui mettent en tension des systèmes de valeurs différents.

4-1 Consigne à donner en début d'entretien

Nous sommes des étudiants qui faisons une étude sur les besoins des jeunes, pour essayer de comprendre leur situation et ce dont ils auraient besoin. Cet entretien est anonyme. Maximum 1 heure.

ATTENTION VERIFIER L'ETAT DU MAGNETOPHONE, L'ALIMENTATION, LA CASSETTE. FAIRE UN TEST SYSTEMATIQUEMENT AVANT CHAQUE ENTRETIEN.

1) Qu'est ce que tu penses de la situation des jeunes en ce moment ?

Les thèmes que l'on souhaite voir abordé : L'école, Famille, La santé, Le logement, Les loisirs, La formation professionnelle, Le travail / le chômage, L'exclusion des jeunes

2) Ils y a un certains nombre de dispositifs (de chose) pour les jeunes sur Carvin sur le quartier de la fosse 4:

- Est ce que tu les connaît ? :

Si oui est ce que tu les utilises ?

Si oui Comment tu les utilises et qu'est ce que tu en penses ?

Si non pourquoi ne les utilises tu pas ? Et Qu'est ce qu'il faudrait pour que tu les utilises ?

- A ton avis Qu'est ce qui manque ? Qu'est ce qui ne marche pas ?

Les entretiens ont été menés le mercredi 15 janvier sur le quartier de la fosse 4 et un entretien à été mené sur le quartier des Eglissières.

Compte tenu de la faiblesse de notre échantillonnage, nous avons fait le choix d'interviewer également des témoins privilégiés : un patron de bar, un médiateur d'un office d'H.L.M. et un concierge, tous trois implantés sur le quartier. En parallèle, nous avons interviewé le maire de la commune. L'idée d'interroger des « grands témoins » permet de compléter le discours des jeunes voire d'apporter une distance critique.

Nous devons aussi constater que les jeunes interrogés ne représentent pas complètement, l'ensemble des jeunes du quartier. Il semblerait que des jeunes encore plus marginalisés peuplent le quartier. Pour pouvoir toucher ce public, il conviendrait de mettre en œuvre des moyens bien plus conséquent : enquête longitudinale avec « immersion » totale dans l'environnement, observation participante, etc.

Au terme de cette journée, 11 entretiens ont pu être réalisés. On constatera ici, que les jeunes rencontrés nous ont livré des informations qui posent des questions éthiques, situation qui nous amène à conserver un caractère confidentiel des propos tenus par les interviews. Après discussion collective avec le groupe d'apprentis chercheurs avec l'aval des formateurs il a été décidé à la fois de détruire les bandes sonores et de ne pas rendre public le contenu des entretiens. Le commanditaire devra donc nous faire confiance sur le contenu des matériaux.

4-1-2 PANEL DES PERSONNES INTERROGÉES

<u>Entretien</u>	<u>Quartier</u>	<u>Age</u>	<u>Nationalité</u>	<u>Prof. père</u>	<u>Prof. mère</u>	<u>Dernière classe</u>	<u>Diplôme</u>	<u>Fréquente dispositif</u>	<u>Boulot</u>	<u>Nbre pages</u>
E1	F4	22	F	Mécano	foyer	CAP	Peinture	PAIO	Intéri ms	11
E2	E	21	F		Foyer	SEGPA	Non	ANPE(radié) , ML (refuse formation)	Intéri ms	7
E3	F4	19	F	Ouvrier Textil	Foyer	BEP 1 ^{ère} année	CAP Peinture	ML, inscrit dans TRACE	CES	15
E4	Témoin	48	F	Concierge						
E5	F4	21	F	?	Formation	3ème	Non	Non	Non	16
E6	F4	21	F	Invalide	?	BEP	Cariste	ANPE(un peu)	Intéri ms	
E7	F4	24	F	Sans prof.	Foyer	CAP Horticultu re	Non	Connaît mais ne les fréquente pas	Gardie n d'imme uble	5
E8	F4	19	F	DCD	Pensionnée	3 ^{ème} SEGPA	Non	TRACE	Saison nier	7
E10	F4	17	F	Préparateur de commande	foyer	1 ^{ère} Année BEP	Non	Entreprise d'insertion	Intéri ms	6
E11	Témoin	45	F							16
E12	Témoin		Algérienne							6

5. CONTRACTUALISATION DE LA COMMANDE

Engagé dans une dynamique de développement global sur le territoire de la ville de Carvin, la municipalité, avec de nombreux partenaires compétents en matière de politique de la ville, a mis en œuvre un projet éducatif territorial.

Cette démarche de réflexion large, s'inscrit dans une logique d'élaboration d'un projet enfance jeunesse, projet ayant nécessité le mandatement de cabinets de consultant afin de diagnostiquer et de prospecter des pistes de propositions d'actions en matière de développement actuel et à venir sur la commune.

Dans l'optique de compléter le travail des cabinets de consultant, le C.C.A.S. préoccupé par la question de la jeunesse en difficulté sur la commune a décidé la réalisation d'une étude en partenariat avec l'A.F.E.R.T.E.S. Plusieurs rencontres ont permis la définition d'un cahier des charges fixant les conditions de la contractualisation des partenaires.

L'étude doit permettre de dresser une photographie des jeunes en difficulté d'insertion sur la commune, du quartier de fosse 4, des Eglissières.

De tenter de comprendre les raisons de leurs relations distantes vis à vis des dispositifs de prises en charge sociales et éducatives existants sur la commune.

De proposer un cadre de propositions d'action soucieux de rétablir les liens entre les jeunes qui échappent aux dispositifs de droit commun et les structures chargées de proposer des réponses à leurs besoins.

6) DEFINITION DU PROBLEME

Pour Claude DUBAR, la jeunesse n'est ni un groupe social, ni un âge de vie clairement délimité, ni même une « question sociale » bien identifiable : c'est une catégorie de sens commun, une prénotion qui masque les véritables problèmes d'une époque ; bref, « la jeunesse n'est qu'un mot » (Pierre BOURDIEU). Elle se situe entre l'enfance et l'âge adulte, elle est appelée communément l'adolescence. Dans la société traditionnelle occidentale, on passait d'un statut à un autre en respectant des rites de passage: d'une vie chez les parents à une vie autonome, avec la construction d'une famille et celui de la scolarité à une vie professionnelle.

Aussi, la question des jeunes a été, dans la France des années 80-90, avant tout celles des enfants des classes populaires qui ont connu l'échec scolaire, les difficultés d'insertion professionnelles, la misère des cités est trop souvent, l'indifférence des nantis.

La crise de l'emploi en France touche progressivement les classes populaires résidant dans les quartiers. En fait, du début de la crise jusqu'à nos jours, toute une population du milieu ouvrier a été de plus en plus confrontée au chômage. Au travers de sa théorie « la désaffiliation » R. CASTEL s'est intéressé aux conséquences du non emploi pour les personnes issues du milieu ouvrier. En fait il parle « d'effritement de la culture ouvrière ».

Mais pour certains de ces jeunes, notamment ceux des quartiers, des banlieues cette difficulté d'accès à l'emploi se conjugue souvent à d'autres problèmes liés à la crise des structures socialisantes de base (comme l'école, la famille).

Comme le souligne Saïd BOUAMAMA dans « De la galère à la citoyenneté » : « La massification du chômage des jeunes laisse ces jeunes avec une contradiction destructrice entre les valeurs intériorisées et leur socialisation et les comportements induits par leur situation de chômage ».

Alors que les valeurs dominantes de leur milieu d'appartenance, « prônent » l'intégration par le travail, ils se voient refuser l'accès à ce modèle d'intégration véhiculé par les institutions de socialisation.

Cette relation conflictuelle suppose de dépasser les représentations classiques afin d'appréhender la question de la jeunesse en difficulté du quartier de « Fosse 4 » non pas du côté des études traitant de la jeunesse des banlieues mais à travers le résultat d'un rapport teinté de soumission dont il conviendrait de retourner...

Plutôt que de reproduire des grilles de lecture pour comprendre en apparence des phénomènes similaires . Nous avons fait le choix de considérer que la difficulté du phénomène des jeunes de Carvin du quartier de « Fosse 4 » se situait davantage du côté de la complexité des représentations des systèmes de valeurs, comme forme de compréhension des rapports entretenus, entre les institutions, les professionnels en charge de structurer des réponses et les jeunes en attente d'intégration...

Notre propos sera de penser que le jeu des représentations sociales peut être un support à la construction de notre hypothèse de travail, proposition prenant la forme suivante :

"On peut penser que ce qui sépare les jeunes des dispositifs de droit commun s'explique :

-Soit par un cumul de difficultés provoquant des situations d'incompréhension (entre jeunes et acteurs de la mise en œuvre des dispositifs), situations qui expliquent le rejet de ces dispositifs par les jeunes. (Subit)

-Soit par une représentation négative des jeunes à l'égard de ces dispositifs, représentation forgée par l'expérience subjective de vingt années de politiques d'insertion sociale et professionnelle. (Agit)

-Soit par la conjugaison de ces deux formes de représentation qui mettent en tension des systèmes de valeurs différents.

2° PARTIE

L'ANALYSE DE CONTENU DU DISCOURS DES JEUNES DU QUARTIER DE FOSSE 4

2-1) L'analyse de contenu à de multiples applications

Analyse des productions des institutions sociales (Comment une institution parle d'elle ?).

Analyse d'une pratique éducative (Ecole de service social)

Travaux sur les associations ou sur des mouvements dans leur histoire.

Analyse de la presse.

Analyse d'entretien de recherche (comme c'est notre cas)

Les pratiques, les conduites sociales laissent des traces et ces traces peuvent être analysées.

L'analyse de contenu c'est l'analyse des traces.

(Cf. le travail de Martina Chavez à la goutte d'or).

On peut appeler cela aussi de la sémiologie (étude du discours, du sens)

L'analyse de contenu : c'est un travail de recherche qui permet de comprendre la signification sociale de l'élément de recherche.

- C'est une méthode destinée à permettre un traitement scientifique des documents et définie comme « une technique de recherche pour la description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste des communications » (In Encyclopédie Universalis).

- C'est un ensemble de techniques qui passe par le relevé systématique d'indicateurs observables (Christian Hermelin)

« Dans cette technique d'analyse des textes, on peut distinguer les trois phases suivantes :

d'abord une fragmentation du texte, chaque fragment devenant une suite d'analyse,

en deuxième lieu, le codage de chaque unité d'analyse à l'aide d'une grille d'analyse, laquelle définit un certain nombre de catégories. Le codage consiste à faire entrer chaque unité d'analyse dans une des catégories. L'ensemble des

catégories définissant la grille d'analyse doit être construit de telle façon que chaque unité d'analyse puisse être associée à une catégorie et une seule. La troisième phase consiste en une analyse statistique des données ainsi recueillies.

Les deux premières phases ne sont pas indépendantes : le choix de l'unité d'analyse et la construction de la grille d'analyse vont de pair : selon le type d'unité choisie la grille sera différente.

L'analyse de contenu n'est pas fondée théoriquement. (...) En fait, des solutions empiriques, difficiles à justifier dans le cadre d'une théorie générale, ont fait dans la pratique la preuve de leur intérêt.

Pour qu'une analyse de contenu soit possible, il faut définir au préalable une hypothèse de travail, prévoir un objectif d'analyse, qui permet de déterminer ce qui, de ce point de vue, est intéressant dans le texte. Alors seulement on peut se poser la question du découpage du texte et de la définition des thèmes.

L'analyse statistique peut se réduire à un simple décompte des fréquences d'apparition de chaque catégorie, tout comme utiliser des techniques complexes. »⁴

2-2) L'Analyse de contenu appliquée à notre enquête.

Au terme des entretiens, nous disposons d'un corpus de 11 entretiens retranscrits d'environ une dizaine de pages dactylographiées chacun.

1^{ère} étape de l'analyse.

Chaque apprenti chercheur avait pour consigne, d'une part, de reprendre les textes des entretiens qu'il avait réalisés . De les découper en unité de sens (*morceaux de texte dans lesquels nous avons une information nouvelle par rapport aux sujets*⁵),

D'autre part, d'essayer de regrouper ces unités de sens en catégories, de repérer la fréquence d'apparition des unités de sens et de, si possible, redistribuer ces catégories dans les questions formant notre canevas d'entretien :

Tout en les classant en fonction de leur importance numérique.

2^{ème} étape de l'analyse.

Suite à ce travail individuel, nous avons organisé une séquence collective de **Brainstorming**

⁴ Encyclopédie Universalis.

⁵ Cf Séminaire de C. Hermelin Collège Coopératif de Montrouge Avril 1994)

Nous avons redistribué, en les organisant en thèmes l'ensemble des unités de sens de tout les questionnaires.

Il est à noter que les étudiants ont inventé un mode de calcul nouveau, mode de calcul repris sur une feuille de calcul de type " Excel".

2-3) DISTRIBUTION EN UNITES DE SENS

	E1	E2	E3	E5	E6	E7	E8	E10			
Accès à la santé			1	1			3	8	2	15	10
Accès au logement	3	4			2	1	3	1	1	15	10
Accès aux loisirs	19	4	9	5		9	4	9	4	63	3
Scolarité	2	5	4	2		3	6	3	4	29	7
Formation professionnelle	4	2	1	4		6	4	3	1	25	8
Accès à l'emploi	12	6	19	8		10	9	9	9	82	2
Environnement	11	4	16	4		2	11	5	3	56	4
Famille	6	6			6	2	8	1	4	33	5
Rapport aux institutions Associatif				1	1	1			1	4	
Municipaux			5	11			10			26	
Institu	12	3	10	10		11	10	21	8	85	115
Exclusion/Déliquance			2	3	12	2	3	4	4	30	6
Propositions	5	1	9	2			1	1	1	20	9
										483	

A partir de ce comptage il a été possible de hiérarchiser les catégories de la façon suivante :

- RAPPORT AUX INSTITUTIONS	115 unités
- ACCES A L'EMPLOI (Rapport à)	82
- ACCES AUX LOISIRS (Rapport à)	63
- RAPPORT A L'ENVIRONNEMENT (voisinage)	56
- RAPPORT A LA FAMILLE (Dysfonctionnement familial)	
- EXCLUSION/DELINQUANCE	30
- RAPPORT A LA SCOLARITE (échec scolaire)	29
- ACCES A LA FORMATION (Rapport à)	25
- PROPOSITIONS	20
- ACCES A LA SANTE (Rapport à)	15
- ACCES AU LOGEMENT (Rapport à)	15

Chaque stagiaire est reparti avec une ou deux catégories à travailler. Il s'agissait là de re parcourir l'ensemble des 11 entretiens et d'en faire une lecture transversale. Cette lecture devait se faire par le prisme à la fois de la problématique de recherche et par celui des éléments théoriques travaillés en début de semaine.

Charge à chacun de rédiger sa catégorie pour une mise en commun et une rédaction finale lors du 4^{ème} module de l'UF8, module qui a eu lieu du 23 au 27 Février 2004.

2-4) ANALYSE DES CATEGORIES

2-4-1) RAPPORT A LA SCOLARITE / FORMATION PROFESSIONNELLE:

L'analyse du discours menée auprès des jeunes s'accorde à souligner la précarité dans laquelle ils vivent de plus en plus, et ce, dès la sortie du système scolaire voire pendant, comme tout au long de leurs trajectoires censées préparer leur insertion.

« Depuis que j'ai quitté l'école, j' galère »E 10

« Je traîne dans la rue, c'est toujours au jour le jour »E 10

L'échec scolaire apparaît quasi systématiquement dans les trajectoires personnelles des jeunes que nous avons rencontrés.

Il existe une amélioration des performances du système scolaire, qui rend possible une hausse de pourcentage des jeunes atteignant le niveau du baccalauréat.

Et à contrario on assiste à la constitution d'un noyau dur de l'échec, composé de jeunes qui redoublent à plusieurs reprises et qui quittent l'institution au niveau du collège ou avant d'avoir achevé les études professionnelles qu'ils ont entamées.

« J'ai quitté l'école, j'avais 16 ans, j'étais pas brillant, j'étais rejeté parce que j'avais des difficultés, mais j'avais envie d'apprendre » E8

Selon la définition d'Avanzinzi dans « l'échec scolaire », Edition Centurion Formation (p16), « se trouve en échec scolaire soit l'élève dont les performances sont inférieures à celles qu'exigent le niveau officiel de sa classe ou de son cours, ou les normes de l'examen qu'il prépare, soit celui qui par voie de conséquences est placé dans des classes ou sections peu estimées et dès lors exposé à un destin à peu près inéluctablement préjudiciable »

Ces « exclus » ne parviennent pas à trouver d'emploi.

Le nombre de postes proposés aux jeunes est insuffisant : de façon quasi « mécanique » les moins formés se retrouvent en queue de la file d'attente.

Aussi, un certain nombre d'entre eux ne maîtrisent pas les savoirs de base que sont la lecture et l'écriture.

« C'est trop dur de tenir un stylo et un cahier....je ne peux pas le faire » E7

L'échec scolaire affecte le sujet dans sa totalité.

Il souffre à la fois de la mésestime où il se tient de n'être pas à la hauteur de ses aspirations, il souffre aussi de la dépréciation, quand ce n'est pas du mépris, qu'il lit dans le regard des autres.

L'échec touche donc à l'être intime et à l'être social de la personne.

L'échec scolaire est intériorisé chez beaucoup de jeunes comme un handicap qui les conduit à fuir toute nouvelle situation de formation.

Il induit en outre un sentiment de dévalorisation qui se révèle être un obstacle très lourd dans les situations de recherche d'emploi.

La question de la formation professionnelle des jeunes en difficulté revêt une importance particulière.

D'abord parce qu'elle constitue souvent la seule voie d'accès à l'emploi pour tous ceux qui se retrouvent sortis, plus ou moins prématurément, du système éducatif sans qualification.

Ensuite, parce que l'accès à l'emploi est aujourd'hui pratiquement fermé aux jeunes sans qualification.

Enfin, parce que la formation, même si elle ne constitue pas une priorité en soi pour les jeunes concernés, demeure une voie quasi incontournable de leur parcours d'insertion.

Les jeunes interrogés reconnaissent que la formation professionnelle peut être une réponse à leurs difficultés.

« C'est grâce à ce programme que j'ai trouvé un C.E.S. »E3

Le rapports aux stages est très souvent contradictoire et ambivalent.

On peut y trouver aussi bien et parfois en même temps des formes d'instrumentalismes et de clientélismes et un rejet brutal des pédagogies trop ouvertement occupationnelles.

« Le plus dur c'est pas le travail dans une formation c'est l'école » E7

« En cariste, vous tirez des palettes, vous conditionner des machines.....ils disent ouais faut passer des tests avec des maths et du français...pour moi ça n'a aucune utilité » E6

« Pendant 6 mois, tu fais le projet Trace et après, ça n'aboutit à rien... »E5

Le recours au circuit des petits boulots est dorénavant privilégié par les jeunes et ce n'est que confronté à l'urgence qu'ils se tournent vers les organismes d'aide à l'insertion.

Il faut être conscient du fait que l'on ne peut pas demander aux seuls organismes de formation de régler tous les problèmes d'exclusion ou de chômage et de leur

faire payer une note qui n'est pas la leur, en exigeant de leur part qu'ils trouvent une solution pour des jeunes rejetés d'autres systèmes ou d'autres institutions.

Le chômage des jeunes n'existe pas indépendamment des structures institutionnelles qui lui donnent forme, évaluent son ampleur et mettent en place des actions censées lutter contre les formes d'exclusion auxquelles il donne lieu.

Dans ce paysage institutionnel, la mission locale occupe une place à part entière. Loin de n'être qu'un cadre institutionnel œuvrant pour la mise en correspondance entre une demande sociale et des opportunités professionnelles, la mission locale créée en 1982 et enregistrant depuis une progression annuelle, s'est imposée comme un dispositif ayant pour finalité majeure la lutte contre l'exclusion des jeunes, professionnelle mais aussi sociale.

Et c'est dans cette dualité que réside ce glissement de l'action institutionnelle vers une finalité « socialisatrice » en tant qu'étape préalable à l'insertion professionnelle proprement dite.

Chômage des jeunes, difficultés relationnelles et existentielles, précarité à la fois sociale et professionnelle...constituent des réalités qui semblent légitimer une pratique institutionnelle, impliquant la prise en compte aussi bien des effets structurels de la « crise » de l'emploi que les attributs sociaux et comportementaux du jeune.

Ce public en devenir n'ayant que rarement été aux prises avec une situation professionnelle semble légitimer une pratique institutionnelle « pédagogique » et quasi « disciplinaire ».

Du coup, c'est le statut de l'insertion qui apparaît comme problématique dans la mesure où son contenu ne se réduit pas au seul accès à l'emploi mais implique une dimension sociale et morale.

Par cette socialisation institutionnelle, engageant le jeune et l'institution, les rapports peuvent être conformistes, conflictuels ou vécus sous le mode du transitoire.

« La mission locale pour les jeunes c'est une bonne chose » E7

« Ils voulaient me remettre à l'école ça sert à rien » E2

« On m'a expliqué...mais je ne suis pas intéressé » E10

Environ 700 000 jeunes quittent annuellement le système scolaire pour rejoindre le marché du travail.

Parmi eux, près de 80 000 sortent sans qualification ; il s'agit d'un public dit de « bas niveau de qualification », « noyau dur de l'échec scolaire » qui met le plus de temps avant de se stabiliser professionnellement.¹

Cela concerne 62% des jeunes sur Carvin.⁶

C'est surtout face à ces jeunes que la mission locale a développé des actions dites de « remotivation », de « remobilisation » devant la précarité, désignée comme passage obligé vers l'emploi stable.

Ils mettent en jeu des mécanismes qui tiennent aussi bien aux caractéristiques du marché qu'aux biographies et itinéraires des individus.

La conception de l'insertion par les missions locales est que pour admettre une accession professionnelle, celle-ci n'en est pas moins sociale dans la mesure où l'entrée des jeunes sur le marché du travail (et de la formation) suppose avoir résolu des difficultés quotidiennes telles que la santé, les soucis de tout ordre pouvant perturber la réussite d'une entrée dans un dispositif.

Enfin, l'aide apportée aux jeunes tient à un principe de base : celui d'une relation « contractuelle » entre la mission locale et son public.

Il s'agit de donner la dimension relationnelle le statut d'une obligation réciproque, ce qui rend conditionnelle l'aide institutionnelle.

Donzelot rappelle le statut idéologique conféré à la notion de « contrat » : « ...Le contractuel suppose que l'individu se définisse non pas comme ayant droit souverain, prétendant parler d'égal à égal avec la société, mais comme un être autonome, c'est-à-dire capable d'intégrer les attentes de la société et de mobiliser ses ressources propres pour jouer le jeu de l'insertion. C'est le passage de l'indemnisation à l'insertion tant recherché par les politiques actives de traitement du chômage ».⁷

Si la mission locale est dite « au service des jeunes », ce service dépend de l'adhésion « volontaire » et soutenue du jeune aux conseils et recommandations du chargé d'accueil.

« Je vais à la mission locale quand il m'appelle » E8

« Il faudrait qu'ils viennent directement dans la cité, ce serait un bon point » E1

« Je ne veux pas faire de formation, je ne suis pas intéressé » E10

⁶ Source Recensement INSEE 1999

⁷ Formation Emploi n°62, dossier Exclusion et Formation

« La formation est réservée à ceux qui ont le temps d'apprendre, mais pas pour le mec qui veut bosser » E5

« La mission locale, j'y ai été qu'une fois... » E10

2-4-2) RAPPORT A LA SANTE

Santé et précarité sont intimement liées. Carvin compte 20 % de chômeurs, 4 % de sa population de plus de 25 ans est bénéficiaire du RMI et un grand nombre d'habitants sont bénéficiaires de la C.M.U. La population du Nord Pas-de-Calais est très durement touchée par les cancers, l'alcoolisme, les cirrhoses et les maladies respiratoires. Malgré ce contexte alarmant, la santé ne semble pas être une donnée préoccupante pour les jeunes, puisqu'elle n'a été citée que 12 fois.

Toutes les études sur les jeunes peu ou pas qualifiés qui « galèrent » et sur les personnes exclues montrent que « *la perception d'une inutilité sociale enclenche et accélère le processus de dévalorisation de soi* »⁸ qui, accompagné d'un stress lié à une vie au jour le jour, sans perspective et sans intérêt, génère une grande violence intérieure qu'il faut bien évacuer. Dès lors, l'alcoolisme, les conduites délinquantes (« j'ai rien à perdre »), le repli sur soi, le mutisme ou la maladie mentale sont « *autant de symptômes réactionnels à l'angoisse que provoque une image dégradée de soi-même* »⁹. Un jeune nous le dit bien : « *l'alcool, c'est un endroit pour se réfugier. J'ai été comme (mes copains), pendant 8 ans, de 16 à 23 ans, alors je comprends* » (E7).

Tout le mal-être ressenti par les personnes défavorisées est en grande partie lié au manque d'estime de soi, qui peut aller jusqu'au mépris de soi et amener à des conduites addictives. « *On feint de mépriser son corps souffrant ; ou peut-être s'agit-il d'un réel mépris, le corps représentant la seule possession sur laquelle exercer son pouvoir ?* »¹⁰ Sur un des entretiens, on peut déceler un peu de cette attitude méprisante vis-à-vis de son corps : « *J'ai mal à un genou, (...) je ne peux plus courir. Tu te soignes ?* » « *Ouais mais j'ai pas encore été au médecin. Je met de la pommade, c'est tout, mais ça fait rien. Tu vas pas voir le médecin ? Si, quand je suis vraiment malade* » (E8). Ce que l'on peut noter aussi, c'est cette distance à l'égard du discours médical, qui peut être dû à une incompréhension ou un manque de clarté des messages liés à une incapacité à demander des explications. « *Mon dos, il est pas droit. J'ai été passer des radios, mais ils m'ont*

⁸ Bouamama Saïd « De la galère à la citoyenneté » Editions Desclée de Brouwer ; 1997 ; p.39

⁹ De Gaulléjac Vincent « La névrose de classe » ; Hommes et Groupes Editeurs ; 1987 ; p.87

¹⁰ Pétonnet Colette « On est tous dans le brouillard » Edition Galilée ; 1979 ; p 108

rien dit, il m'a rien dit, le médecin». (E8), ou alors, discours qu'on refuse d'entendre, jugé trop moralisateur, trop stigmatisant ou renvoyant une image trop négative de soi : « *je n'y vais pas (chez le médecin), j'aime pas* » (E8)

Une bonne santé et le bien-être sont les caractéristiques d'une personne qui se sent bien dans la société, qui est en mesure de s'impliquer, de tirer parti de ses interactions avec son environnement, qui connaît son corps et le respecte et qui pratique des actions de prévention, car elle est consciente de l'importance qu'il y a de se préoccuper de son corps. Une non-attention à son corps, quant on est parents, a forcément des conséquences sur les enfants, que ce soit sur leur bien-être :

« *ma mère a des problèmes d'alcool (...) elle a perdu tous ses enfants à cause de l'alcool* » (E7).

Ou sur leur santé - « *Pour la santé, c'est quelque chose de très dur. Les parents ici, ils sont quand même durs avec les enfants, il y en a qui en ont rien à foutre de leurs gosses !* » (E7).

Sur les huit jeunes interviewés, cinq n'ont pratiquement rien à dire sur la santé ou l'accès à la santé. Tant qu'on habite chez ses parents, ce sont eux, et surtout la mère, qui s'occupent de tout : « *j' m'intéresse pas trop, j' suis encore avec mes parents. Pour les papiers, c'est mes parents (...) parce que je comprends pas* » (E10 - 17 ans) ; « *Ma mère, elle a jamais voulu me donner les papiers pour faire ma Sécu, ma CMU j'avais rien du tout* » (E7 -24 ans). Et pour un de ces jeunes, la santé ne renvoyait qu'à l'invalidité de son père.

Il nous est difficile de dire si les jeunes que nous avons rencontré se sentent en bonne santé ou s'ils sont préoccupés par leur santé, tout simplement parce que nous ne leur avons pas demandé. Mais un seul semblait rencontrer de réelles difficultés (alcool et toxicomanie), et il était ivre lors de l'interview. Il n'a absolument rien dit sur sa santé, mais on peut peut-être expliquer son comportement par l'angoisse liée à l'attente d'une condamnation qu'il sait ferme et, par une situation familiale très pesante : « *Ma mère, elle est seule (...) vous vivriez des trucs que je vis chez moi ! Ma mère, euh...elle ne travaille pas !* » (E2, 21 ans habitant les Eglisnières).

Avec le peu d'éléments tirés de ces entretiens, il nous est difficile de faire de conclusion quant à la santé des jeunes vivant en situation de précarité. Nous avons cependant pu constater cette évidence : ce qui pèse en leur défaveur, par rapport aux populations plus aisée, c'est l'hostilité du milieu de vie (précarité du

revenue et du travail, stigmatisations, déstructuration du réseau social et relationnel...), le stress (vie au jour le jour sans projets et , préoccupations constantes liées à l'alimentation, l'emploi, les revenus...), les souffrances psychiques (intérieurisation d'une image négative de soi, sentiment d'infériorité, culpabilité, désespoir...) et, concernant plus particulièrement les jeunes (surtout les garçons), le peu de possibilités de s'évader, de souffler, de se changer les idées, grâce aux loisirs (peu de capital culture et économique et peu d'activités artistiques ou sportives autres que le football).

Minima sociaux, R.MI/R.M.A, C.M.U., ...sont des systèmes d'assistances certes indispensables, mais qui participent aussi de ce sentiment d'infériorité. Cependant, ils semblent insuffisants, car les problèmes de santé des personnes précarisées relèvent davantage de troubles psychologiques.

Traiter le problème de la santé en milieu précaire par des aides financières sans les accompagner de mesures de prévention et dispositifs visant à améliorer un environnement (au sens large du terme), défavorisé ne peut avoir que des effets superficiels. Car un environnement dégradé est générateur de stress, de modes de vie jugés « inadaptés » car générateurs de mauvaise santé. Mais « *les modes de vie sont ce qu'ils sont : des réponses à des conditions de vie, des rapports ou des non-rapports au travail, des événements auxquels on donne un sens dans l'après-coup. Par conséquent, l'inadaptation n'est pas une caractéristique des gens, c'est une relation sociale* ». ¹¹

2-4-3) ACCES AU TRAVAIL :

"c'est le travail qui m'a fait me calmer parce que j'aurais pas travaillé, peut être que maintenant je serais pas dans la même situation." (E 10)

Les jeunes disent tous « qu'il n'y a pas assez de boulot » et définissent la recherche de travail par le terme « la galère ».(E10)

« C'est la galère pour travailler ».(E3)

« ben, déjà le manque de travail, déjà,...,il n'y a que ça, parce que nous sommes beaucoup à nous plaindre au niveau du travail et tout »

¹¹ Autés Michel « Genèse des inadaptations : le cas des restructurations urbaines » Publication du Centre Technique National d'Etudes et de Recherche sur les Handicaps et les Inadaptations ; Diffusion PUF ; n°137 ; 1986 ; p 4-5

Avec l'émergence de la société industrielle, on est passé à une intégration sociale fondée sur le travail, et le revenu. Ce dernier permet l'intégration dans la société de consommation.

Malgré les difficultés que connaît la ville de Carvin, les jeunes que l'on a rencontré mettent le travail au cœur de leurs priorités.

En passant d'une société traditionnelle à une société moderne, les villes ont connu un développement. Cela a entraîné la multiplication des rôles et des statuts. Le capitalisme industriel s'est fondé sur la division du travail. C'est la division du travail qui permet une intégration du corps social. Elle est de ce fait un facteur premier de cohésion et de solidarité sociale. La société française actuelle est une société salariale, née du principe révolutionnaire de 1789 de faire du travail une marchandise à vendre et à acheter afin que chacun puisse y accéder librement, où la loi de l'offre et de la demande doit permettre de réguler le marché de l'emploi. Le salariat confère à l'individu une rémunération en échange de sa force de travail, ainsi qu'un statut. La dégradation du marché de l'emploi et le chômage massif correspondent alors à une crise de cette société salariale.

" ouais, mais si c'est pour quelque chose, je peux pas travaillé pour un salaire de misère. Ceux qui ont les parents derrières, ça va,..., donc il faut travailler pour un salaire assez stable, sinon ça ne sert à rien. Maintenant un jeune, il est en formation, il touche 200 euros par mois et il fait un boulot d'embauché." (E5)

Le « capitalisme libéral », en introduisant les notions de réussite et d'échec social, en valorisant certaines positions et en invalidant les autres, génère une « guerre des places ». La nécessité de « se faire » sa place, de « prendre » sa place génère une compétition, une concurrence entre les individus, qui reste cependant marquée par l'inégalité des chances et ainsi qu'un statut salarial et la protection sociale afférente. Une concurrence entre les individus, qui reste cependant marquée par l'inégalité des chances et l'appartenance sociale. L'exclusion en est un effet inévitable, car il y a forcément les « éliminés » de la compétition. La recherche de toujours plus de productivité et de rentabilité, par l'utilisation des progrès techniques, scientifiques et par la délocalisation, s'est faite au détriment de l'emploi et du salariat, en invalidant des « valides » (par exemple, ceux qui n'ont pas de qualification professionnelle).

La mobilité sociale donne à la personne une autonomie par rapport à son tissu social d'origine. Les individus sont amenés à changer de place au cours de leur existence (changer de métier, de région, de classe sociale) ou à occuper

simultanément plusieurs places dans différents réseaux qui correspondent à des statuts et des rôles diversifiés.

Les jeunes que nous avons rencontré sont à la recherche d'un travail afin de pouvoir rentrer de manière plus visible dans le monde des adultes, en construisant une famille et un logement.

« avec du boulot , c'est clair, je m'en vais. Je m'en vais comme là j'ai ma copine qui veut partir, elle, elle travaille, je ne veux pas être dans l'appartement mais elle va travailler, ça le fait pas. » (E1)

Cependant, ces évolutions ne suppriment pas le rôle des classes sociales et le poids de l'identité héritée dans la constitution de l'individu: l'appartenance sociale d'origine est un élément déterminant par rapport à l'accès à telle position sociale.

La mobilité sociale met alors en exergue une contradiction qui apparaît dans les sociétés industrielles modernes entre un idéal égalitaire issu de la Révolution française et une réalité inégalitaire résultant de l'hérédité sociale. Or, la «nouvelle pauvreté» apparue dans les années 80 concerne de plus en plus de personnes qui, de plus, n'ont pas été socialisées dans ce type de culture, et en appelle à une autre vision plus structurelle, plus sociale du phénomène de grande pauvreté et d'exclusion.

La pauvreté, conséquence autant que cause d'un statut défavorisé, apparaît comme une mise à l'écart du mode de vie dominant.

On peut se la représenter en fonction de différents critères. Sur le plan économique, la pauvreté est définie par rapport à un seuil minimal de ressources, seuil qui varie selon le critère retenu pour le définir. Ainsi, le seuil de pauvreté absolue est défini selon un panier de biens et de services censés représenter les besoins essentiels; il correspond à un minimum vital, sur lequel s'est établi le montant du RMI.

Tous les jeunes vivent actuellement de faible revenu. Ce qui explique que les jeunes ont beaucoup de difficultés à appréhender leur avenir, hormis le fait de trouver un travail qui va leur garantir des ressources suffisantes pour se projeter.

Les « pauvres» sont ceux qui sont en bas de l'échelle.

Ces jeunes sont dans une pauvreté administrative qui est déterminée par rapport à un plafond de ressources. La protection sociale alloue aux personnes qui ont un revenu inférieur à ce seuil un revenu différentiel (RMI (plus d'un million de personnes), minima sociaux).

Enfin, le seuil de pauvreté légale est calculé à partir du salaire minimum légal garanti, c'est à dire le SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance). Ce seuil permet d'isoler la très grande pauvreté qui correspond à un revenu inférieur à 40% du SMIC (environ 365,88 E).

Quel avenir ces jeunes peuvent ils prétendre lorsqu'ils ont comme ressource 365 euros ?

Cependant ces définitions économiques de la pauvreté, basées uniquement sur une dimension monétaire et servant aux dispositifs d'intervention sociale, ne reflètent pas les réalités individuelles du phénomène de pauvreté.

La pauvreté en termes d'exclusion a un caractère multidimensionnel, et nécessite une approche plus humaine qu'économique. Cette approche mesure la pauvreté à travers un indicateur qui intègre 4 aspects fondamentaux de la vie humaine:

- la capacité à vivre longtemps et en bonne santé,
- le savoir,
- les moyens économiques,
- la participation à la vie sociale,

De plus, l'apparition puis l'effritement de la norme de l'emploi typique a laissé place à des formes multiples d'emploi.

En effet, les emplois salariés stables (des contrats à durée indéterminée), assurant un salaire décent et croissant en fonction de l'ancienneté, une protection sociale ainsi qu'une reconnaissance sociale, laissent place aujourd'hui aux contrats à durée déterminée ou le travail intérimaire.

" pour les jeunes, la solution maintenant c'est l'intérim. Il n'y a que ça qui peut le sauver."

C'est pourquoi tous les jeunes interviewés sont inscrits dans une multitude d'agences intérimaires comme Adecco, Vediorbis, ...

L'un d'eux nous dit : « avec les boîtes d'intérim, pour l'instant ça ne bouge pas. Avec la boîte d'intérim où je suis, il cherche des préparateurs de commande et j'ai déjà fait 3 ans de ça. A chaque coup j'y vais pour une heure ou deux. Je sais qu'après si ils ont un long contrat où quoi j' vais peut être pris le premier, pis on verra bien. » (E1)

Il renchérit en expliquant que « si je ne trouve pas quoi, je prendrai ce que je trouve, où même un truc de poubelle, j' vais l' faire, j' préférerais de la préparation commande, ou dans le bâtiment, j'ai foiré les exams et alors...j' fais de l'intérim. »

Ces jeunes n'échappent pas à la règle. Ils sont les premiers touchés par le chômage. Ils sont les plus vulnérables en raison de leur manque d'expérience et parce qu'ils ne sont pas encore insérés dans les entreprises.

« ouais les gens ils disent pas d'expérience, pas de diplôme, pas de travail... c'est que des trucs comme ça. » (E)

Ils évoquent également leur combat avec ceux qui proposent du travail. En effet, l'un d'entre eux nous disait « y aller tout les jours, je vais voir mais y a rien pour le moment, j'en ai marre pas une réponse ou alors ils me disent qu'il n'y a rien, j'ai même pas le temps de parler. »

C'est pourquoi ils sont prêts à tout accepter comme faire de la « manutention, charger ou décharger des camions, voire même faire les poubelles. »

« de toute façon du travail il en faut, c'est obligé. Si t'as pas envie de te retrouver clochard, il faut travailler. Prendre n'importe quoi ou ramasser les poubelles, je le ferais je m'en fou. C'est du travail. » (E 10)

Ces jeunes nourrissent beaucoup d'espoir car comme le dit l'un d'eux : " avec une dizaine de boîtes d'intérim, on va bien trouver quelque chose. J'attends jusqu' à ce que je trouve une bonne place, je suis pas plus con qu'un autre". (E 1)

Ces jeunes qui ne parviennent pas à occuper ces emplois précaires proposés par les entreprises et les administrations n'ont souvent pas d'autres choix que d'accepter des emplois aidés comme les contrats emploi solidarité.

Trois d'entre eux ont envoyé des curriculum vitae à la mairie pour obtenir un emploi dans les espaces verts ou encore deux autres ont eu des contrats de 240 heures.

« y a Interactif, mais c'est une boîte qui propose 240 heures. Il te propose un travail de 240 heures et après il faut attendre un an pour faire de la manutention charger et décharger des camions. »(E 10)

« la mairie ils en ont plein, une cinquantaine de CV, soit dans l'espace vert, soit dans l'électricité ou n'importe quoi. Pourtant je les ai donné en main propre, hein. Mais je n'ai jamais eue de réponse. » (E 1)

En conclusion, tous les jeunes sont dans l'attente de décrocher un emploi sous quelque forme que ce soit. L'un d'eux ayant eu un emploi explique que celui-ci lui a permis de changer sa manière de vivre « je traînais plus dehors, je rentrais et j'allais voir ma copine ». (E 8)

« le travail m'a redonné goût à la vie » ajoute-il. (E 7)

Comme le dit Dubet : « on sait bien que dans un certains nombres de cas il y a des effets pervers catastrophique à aller à l'A.N.P.E. Dans un premier temps, le sujet c'est quelqu'un de normal qui se sent bien dans sa peau et n'as pas de travail et au bout d'un certain nombre de stage, de C.E.S, et d'aide personnalisé, le jeune va penser qu'il n'est pas normal parce qu'il n'a pas de travail et parce qu'au bout du compte il est détruit. D'où une hostilité envers les travailleurs sociaux qui transforment les difficultés sociales en crise personnelle. Finalement ceux qui vont à l'A.N.P.E s'en sorte moins bien que ceux qui n'y vont pas. C'est un travail social qui ne fait plus que de la gestion de stock ».¹²

2-4-4 RAPPORT ET ACCES AUX LOISIRS

Les loisirs ont été à maintes reprises cités dans les entretiens que nous avons menés. En effet, plus de 60 fois en 8 entretiens les jeunes ont évoqué les offres qui leurs sont faites, les lieux qu'ils utilisent et les manques qu'ils perçoivent.

La ville de Carvin propose plusieurs lieux aux jeunes :

Le C.L.S.H pour les plus jeunes et le C.A.J à partir de 14 ans. Dans chacun des quartiers, la municipalité propose des foyers pour accueillir les jeunes en fin de journée. Pour les pratiques culturelles, il existe le centre Effel qui offre diverses activités comme la danse, la guitare, les percussions, le théâtre...

Sur le quartier de « Fosse 4 », ce sont essentiellement le « city stade » et la salle Germinal qui sont utilisés : « Le plus que j' vais ici, c'est le city stade et la salle Germinal ». (E1.)

¹² Face à l'exclusion des jeunes en aquitaine, Conseil Economique et Social d'Aquitaine

Les jeunes interrogés semblent se fermer sur leur quartier et ne pas faire usage de lieux extérieurs à la cité. « Les jeunes, ils travaillent pas. Ils se baladent dans la cité, quoi. Et puis y'a rien pour les accueillir. Parce que nous, elle est morte la cité quand même, hein. » (E3.) Un autre nous dit encore ceci : « On est les seuls à bouger, ça sert à rien. Même à la pêche y'en a pas un qui bouge (...) j' sais pas ce qu'ils ont ! » (E1)

Les jeunes semblent être dans un rapport aux loisirs très « adolescent », c'est à dire qu'ils sont dans une logique de consommation et de jeu. Le mot « jouer » est en effet apparu à de nombreuses reprises lors de nos échanges.

Tout se passe en outre comme si le monde dans lequel ils évoluent leur était extérieur, qu'ils n'ont aucune emprise sur lui. « Ouais, voilà, quand c'est fermé (maison de quartier), ils savent plus quoi faire. » (E2.) « Le problème c'est quand tu restes dans la cité à ne rien faire ; tu fumes le "joint" et tu bois des canettes. » (E7.) Ils n'ont plus vraiment de repères temporels autres que les horaires d'ouverture et de fermeture des maisons de quartier. « On attend » semble alors être la seule activité pour certains.

Ce rapport au temps indique un certain enfermement dans un temps cyclique sans progression. « Le quotidien est vécu comme répétition insensée ; la galère. Le présent est déconnecté de toute continuité avec le passé »

C'est une sorte de désespoir qui pointe alors à l'horizon avec une fatalité très marquée dans les propos : « Moi je ne rêve pas pour moi, j' rêve pour les autres. Tout le temps pour les autres. » (E2.) Le processus d'exclusion est très intériorisé.

La seule issue semble être le travail : « Je suis juste un gars qui a voulu s'en sortir ; on m'a proposé du boulot, j'ai accepté, mais je vois, c'est la plus belle chose qui m'est arrivée. » (E7.)

Mais les loisirs ne permettent nullement de répondre à cette envie de coupure d'avec la réalité. « On fait tout le temps le même, c'est chiant ! » (E8.)

Lorsque nous les interrogeons sur les motifs de cette stagnation, la raison semblent leur échapper, comme s'il s'agissait d'un état de fait. « Ben, j'en sais rien pourquoi ils ne sortent pas. Peut-être ils ont peur de quitter leur mère ou je sais pas... » (E1.)

Les jeunes sont pourtant en demande d'autres possibilités de loisirs : « Un terrain de tennis ça serait bien, déjà. » (E8 .) ou de lieux plus personnels : « Dans la cité, il faut un squat rien que pour les jeunes. » (E1.) Cette demande a été faite de nombreuses fois, les jeunes exprimant leur besoin de se retrouver entre eux dans un lieu qui serait le leur, et où ils ne gêneraient personne.

Mais si l'on étudie bien les propos de ces jeunes, ils ne se tournent plus tellement vers l'extérieur pour leurs loisirs (à part la traditionnelle sortie en boîte de nuit le week-end), mais attendent plutôt que ceux-ci leurs soient apportés directement dans la cité.

On peut même se risquer à dire que leur seul désir exprimé clairement et à plusieurs reprises est en quelque sorte ce « squat » institutionnalisé « Ce qui manque à Fosse 4, c'est un truc avec des bancs à l'abri pour être bien ».

Il est vrai que les loisirs font partie des items les plus cités au cours de nos entretiens, mais lorsque l'on étudie attentivement les propos, peu de renseignements nous sont donnés quant aux désirs réels.

Il nous semble cependant que des projets émanant des jeunes eux-mêmes, avec une réelle écoute qui leur serait offerte, auraient plus d'impact sur eux que la simple accumulation de dispositifs qui n'ont réellement pour effet que de les enfermer un peu plus dans leur errance quotidienne.

2-4-5 RAPPORT A LA DELINQUANCE

Lorsque l'on regarde les données que nous avons pu avoir sur Carvin , on peut y lire que les actes de délinquance sont en constante augmentation ,notamment dans les domaines dit de la petite délinquances (incivilité ...) ¹³.

Extrait des données sur la typologie de la délinquance sur la voie publique¹⁴

Délits	Evolution de 1996/1998 en %
Vols véhicules	-14%
Vols roulotte	-2%
Dégradation	+ 124 %

¹³ Méthodologie d'élaboration du projet éducatif territorial de la ville de carvin

¹⁴ boutique de gestion espace –décembre 2002

Le quartier de fosse 4 que nous avons ciblé pour notre enquête étant le plus visé dans l'opinion public. Nous y avons rencontré plusieurs jeunes qui ont pu s'exprimer sur ce sujet, et nous avons pu en retirer des paroles communes qui sont celles ci :

L'impression d'être stigmatisé du fait d'être jeune

E6« Ben a chaque fois qu'il y a un truc , ben c'est les jeunes , ils foutent le bordel , ou bien c'est la drogue , c'est les jeunes qui ramènent ça . Regardez il roule sans permis , maintenant à cause des bla- bla des gens qui disent , au fur et à mesure, on va dire qu'il faut pas faire confiance aux jeunes , si en plus il vient d'un quartier et qu'il a un casier . Bon , il va demander un casier , mais bon , tu sais pas pourquoi le jeune , peut être il est là pour vol , tu sais pas . Là les jeunes sont des drogués, des voleurs . Et on le prend pas .

Maintenant nous les jeunes , si on est habillé comme ça c'est qu'on aime bien , c'est un look.

Si le mec aime bien s'habiller en patron , il s'habillera en costard . »

De leurs paroles on peut en ressortir qu'ils veulent être reconnus, pour eux, et que jeune n'est pas synonyme de délinquant. Ils réclament le droit à être vus comme être unique et différent de l'autre tant par les actes, le comportement ...

E5 »...Mais tu sais , dans les jeunes il y en a qui sont bien , et il y en a qui sont cons, c'est comme tout le monde . Les vieux ... Il faut pas mettre tout le monde dans le même paquet . »

Plusieurs, ont rapproché cette stigmatisation des dernières élections et des derniers changements politiques locaux, ils leurs sembleraient qu'il y est depuis une réelle différence de perception de la population vis à vis d'eux , notamment de la part des plus âgés .

E7« ... Depuis les élections ça se dégrade. Depuis qu'ils sont bien vu à la mairie , les gens nous crachent dans « la gueule » , parce que pour ces gens on est des fainéants . Avant tous solidaires pour les locataires , on est tous des jeunes « bâtards ». Sauf pour Bernard , c'est le grand père des jeunes ; avant tous solidaire . Même avec les vieux , avant ils disaient rentre t' chiot on va regarder la télé , maintenant c'est dégage fais pas chier t'es pas là pour foutre le bordel encore et en plus vous voyez que cette personne elle est toute les semaines à la mairie . Toute la ville elle a changé , il y en qui vont balancer et après on est contrôlé . Tu as le droit de fermer ta gueule, prendre des coups de bâtons, toi , t'as ta gueule dans la cité et tu fermes ta gueule. »

Les jeunes se perçoivent comme des être stigmatisés par leur âge . Ils pensent que les adultes (notamment les plus vieux) les considèrent comme des délinquants . Mais ils ne l'ont pas toujours ressenti comme cela , ils datent ce changement de perception de la population vis à vis d'eux depuis les dernières élections . L'impression d'être jugée négativement , de plus être considéré et de ne plus avoir droit à la parole est récurrent dans leurs discours.

Quelques explications données par les jeunes sur la violence / la délinquance sur fosse 4

La délinquance , dont parle les jeunes trouvent pour eux leurs explications dans :
La nécessité de subvenir , de répondre aux besoins primaires comme manger , pouvoir se déplacer pour trouver du travail...

E7« On parle quand le boulot ça va pas , de tout , quand la maison ça va pas , moi avant ce qu'on parlait souvent c'est quand il n'y avait rien à manger , tu sais quand ton frigo est vide et que tu ramène un gros gigot d'agneau pour manger , ta mère elle est contente pourtant elle sait que tu l'as volé mais au moins tu ramènes quelque choses à manger . »

E7« C'est rare une mobylette , si tu as une mobylette ben , si tu as une mobylette ça veut dire que tu as des sous , sinon la mobylette tu l'as volé et ton copain t'as donné des numéros , et tu l'as retapé là tu peux dire c'est ta mobylette , ici , ça marche comme ça ! Soit tu l'achètes ta mobylette , soit tu l'as volé et tu la retapes. »

L'ennui , l'inactivité . Certains nous ont d'ailleurs fait part de changements d'attitudes notables depuis qu'ils ont trouvés un emploi :

E1« On a pris un squat parce que à chaque fois on allait derrière l'église ou sur le terril , c'est là qu'on se fait chopper puis voilà . Mais encore on ferait du bruit j' suis d'accord parce que c'est une cité de gens âgés . Je serai d'accord qu'on se ferait interpellés ou quoi ...Mais là euh ...Y a que l'été qu'on prend le poste que là , l'hiver on est là on squatte là on ne bouge pas de place . Et des flics ils viennent ils disent « dégagez » C'est ça ou on est emmerdé . »

E7« Le problème c'est quand tu es resté dans la cité , à ne rien faire , tu fumes le joint et tu bois des canettes,

E10« C'est le travail qui m'a fait me calmer . Parce que j'aurai pas travaillé , p' têt maintenant j' serais dans la même situation .

Si nous résumons les actes cités , nous trouvons :

consommation de drogues douces
tapages nocturnes lorsqu'ils se regroupent dehors
bagarres

Aucun acte de grande délinquance n'a été cité , ce qui est dans la lignée des données statistiques .

Lorsque les jeunes que nous avons interviewé parle de délinquance, ils n'évoquent que des délits mineurs . Ils ont expliqué avec leurs mots , les raisons de ces actes dont beaucoup sont réalisés par ennui , par manque d'activités , mais surtout du au chômage .

Ils nous montrent à quelle point , il est difficile de supporter l'inactivité , lorsque l'on est « condamné à rester dans sa cité » Certains qui ont pu passer par cette phase avant de pouvoir accéder à un emploi nous parle des changements radicaux qui ont pu intervenir dans leur comportement à dater du moment où ils sont « occupés à travailler » .

Mais certains , et peut être les plus graves de ces actes sont commis par nécessités et cela il ne faut pas l'ignorer : « voler pour manger , voler pour ce déplacer et accéder à un emploi . Même si on ne peut valider , il y a là une compréhension de ces actes qui peut être faite.

E10 « Avant, les contrôles d'identité, ça partait en couille, y avait des bagarres, c'était des trucs de dingue, quoi. Mais c'est eux qui cherchent, on fait rien, on squatte. Eux ils viennent, ils nous cassent les couilles. Mais bon, ils font leur boulot quand même. Mais c'est nous qui réagissions mal. On était contrôlés deux fois par jour, matin, midi, soir. Ils venaient même jusqu'au terril à quatre heures du matin ».

E1 « Ouais, du coup maintenant on est juste devant l'église ou alors tiens, un exemple : juste 15 autour d'un banc et eux, ils viennent fouiller alors qu'il y a rien de louche ils n'ont pas à nous fouiller. Encore si on fait des conneries ou on casse des voitures, n'importe quoi, je suis d'accord avec eux. Ils font leur travail, mais qu'ils le font bien, qu'ils le font bien. Pas n'importe comment. Non mais moi je pense que dans la cité ... ».

Depuis les élections, les jeunes que nous avons interrogé perçoivent un changement d'attitude des forces de police. Il semblerait que le nombre de contrôle d'identité n'ait cessé d'augmenter depuis quelques temps. Même si tous

reconnaissent qu'ils font leur travail, ils commencent à parler de persécution vis à vis d'eux. Ils ressentent une perte de liberté, notamment d'agir, et de bouger. Cela renforcent leur sentiment d'être mal perçu par la société.

Lorsque certains jeunes perdent leurs repères notamment familiaux, il semblerait qu'ils tombent dans la délinquance, à contrario une présence parentale le leur éviterait ou les ferait faire machine arrière.

E6 «C'est le soutien de la famille qui a pour beaucoup d'entre eux une grande importance qui vont leur éviter, ou les faire sortir de la délinquance.

E6 «C'est tout , il n'y a rien qui passe avant. C'est eux qui donne la vie, et si on n'est pas en prison en ce moment, c'est grâce à eux. Si on est des personnes sérieuses, c'est pour eux ».

E6 «Ouais, c'est pour ça qu'on tue pas, et tout».

E6 « Ouais, j'ai fait de la prison, et c'est grâce à ma mère, si je replonge pas ».

E7 « Ca s'est mal passé quand mes grands parents sont décédés et tout ça, je suis partis en foyer et comme j'avais pas mes parents, j'ai pris le mauvais virage, le mauvais chemin, beaucoup de conneries c'est la merde ».

E7 « Moi j'ai pas eu la volonté de continuer mes études, j'ai abandonné c'est comme si j'avais tout perdu, j'avais plus d'avenir, j'avais plus rien, je me suis réfugiée dans les conneries.

Presque tous les jeunes que nous avons interrogé ont eu des rapports avec les forces de police, et certains d'entre eux avec la justice. Le manque / l'absence des parents aurait semblé t il tendance à les enfoncer dans ce processus. Mais de manière presque globale, les parents des jeunes que nous avons rencontré ont répondu présent au moment adéquat où les dérives sont apparues (ou après coup). Ce mouvement, ce sentiment d'être soutenu a eu comme conséquence une prise de conscience et un retour dans le « droit chemin ».

Aussi, la famille a pour les jeunes que nous avons rencontrés une valeur importante, elle transmet les valeurs, les règles à ne pas transgresser, à respecter.

« La famille est en effet en essence, un lieu d'enracinement et d'éducation dans lequel se forgent les identités, se construit l'altérité et se transmettent valeurs pratiques et croyances ; elle est le premier espace de socialisation ». ¹⁵

E6 « C'est tout , il n'y a rien qui passe avant. C'est eux qui donne la vie, et si on n'est pas en prison en ce moment, c'est grâce à eux. Si on est des personnes sérieuses , c'est pour eux ».

¹⁵ P11 les jeunes en ruptures Education parentale et relations familiales

Cela ne concerne pas que le fait de rester dans le droit chemin ou d'y revenir, mais c'est également eux qui leur transmettent l'image du travail qui, comme nous pouvons le voir ci-dessous, est le plus souvent extrêmement positive et qui garde une importance primordiale à leurs yeux .

E2 « Ils savent pas que leurs parents ils brintent pour eux, ils s'en foutent. C'est des bordels les jeunes... ».

E1 « Mon petit frère faisait des contrats d'apprentissage, mon père travaillait, ma sœur travaillait, jusqu'au jour ou ma mère m'a fait peur, elle a fait mon sac, elle m'a dit : « maintenant tu pars ! ».

Les familles restent donc un endroit socialisant pour ces jeunes même si elles rencontrent des difficultés (divorce , chômage...).

« Malgré cela, la famille reste un espace valorisé. De nombreux indicateurs le confirment : les bons souvenirs se réfèrent à la famille, l'aspiration à fonder un foyer traditionnel est forte. La famille demeure une unité collective basée sur des liens de solidarité. Elle apparaît comme une seconde aspiration après l'emploi. »¹⁶

Tous ces jeunes en parlent avec un grand respect.

Bien sûr ce n'est pas non plus le cas pour tous, certaines familles ne sont plus en capacités de les transmettre.

« Or, les parents semblent actuellement avoir du mal à jouer leur rôle de référent et d'initiateur social auprès des jeunes. En tant qu'adultes, ils parviennent eux-mêmes difficilement à une réelle insertion et à une participation sociale ». ¹⁷

E7 « C'est comme ma mère à mes 20 ans, elle n'a jamais voulu me donner les papiers pour faire ma sécurité sociale, ma CMU, j'avais rien du tout quoi. Je ne pouvais même pas aller chez le dentiste quand j'avais la rage aux dents, même une carie. Pour la santé c'est quelque chose de très dur, les parents ici, ils sont quand même durs avec les enfants rien à foutre de leurs gosses ».

Mais cela peut s'expliquer par des difficultés d'insertion , des ruptures plus importantes avec la famille.

¹⁶ Saïd BOUAMAMA « De la galère à la citoyenneté » les jeunes , la cité, la société, Desclée de Brouwer

¹⁷ « Jeunes en rupture Education parentale et relations familiales » P11

« Les difficultés des jeunes en voie de marginalisation ne viennent pas seulement, comme je vous l'ai dit, de l'absence de qualification et d'emploi, mais aussi d'une rupture et d'un affaiblissement des liens familiaux ».¹⁸

E7« Ca s'est mal passé quand mes grands parents sont décédés et tout ça , je suis partis en foyer et comme j'avais pas mes parents , j'ai pris le mauvais virage, le mauvais chemin , beaucoup de conneries c'est la merde . »

2-4-6 ACCES AU LOGEMENT :

Le logement est, avec la santé, le thème le moins cité. En effet, il n'entre dans les préoccupations des jeunes que 15 fois parmi la totalité des interviews.

C'est également le thème qui a suscité de notre part le moins de questions, car celui ci semblait le plus éloigné de notre problématique. Et pourtant, le logement est une donnée fondamentale pour l'entrée dans la vie d'adulte, qui caractérise par « *trois moments forts qui y contribuent chacun partiellement : le départ de la famille d'origine, l'entrée dans la vie professionnelle et la formation d'un couple* ». ¹⁹

Toutes les études sociologiques sur la jeunesse relèvent une prolongation de la vie chez les parents après les études. Jusqu'aux années 80, « *un modèle populaire du synchronisme s'était progressivement imposé qui voyait se succéder rapidement la fin des études, le service militaire le début de la vie professionnelle et le mariage. Avec le chômage et la précarité, ce modèle du synchronisme est évidemment remis en cause* »²⁰ Et les jeunes sont conscients que l'accès à un logement se fait sous conditions de ressources : « *On ne donne pas aux jeunes, seulement à ceux qui ont le R.M.I., ou un truc comme ça* » (E8).

Aucun des jeunes interrogés n'ayant plus de 25 ans, et un seul sur les huit ayant un emploi stable, considèrent que les dispositifs relatifs au logement ne les atteignent pas et leurs sont donc inconnus.

Aucun n'a fait mention d'aides quelconques que recevraient ses parents, ou de dispositifs qu'ils utiliseraient ou dont ils seraient bénéficiaires.

¹⁸ « Les jeunes en voie de grande marginalisation » p6/7

¹⁹ Gallant Olivier « De l'enfance à l'âge adulte » in Sociologie de la jeunesse, Armand Colin Editeur, Paris 1997, Collection Sociologie, 3^{ème} édition, 2001 ; p. 135.

²⁰ Gallant Olivier, op. Cit. ; pp 151-152

Le logement ne semble pas être une préoccupation ayant une place importante dans leur quotidien, car avoir un logement est très souvent référé à l'obtention d'un travail intéressant, d'un contrat de travail assez long pour permettre de faire des projets d'autonomie : « *pour avoir une maison, faut que j'ai une embauche* » (E8). Et beaucoup ne se font pas beaucoup d'illusions sur leurs chances de trouver autre chose que des petits boulots précaires à court ou à moyen terme, car ils sont conscients de leur manque ou de leur peu de qualification : « *Avec la boîte d'intérim où je suis, ils cherchent des préparateurs de commandes. (Ils m'appellent) à chaque coup pour une heure ou deux, et j'y vais* » (E1).

Le seul qui ait toujours travaillé depuis qu'il a quitté le lycée et qui a eu un appartement en garde un mauvais souvenir, car il avait quitté la cité : « *J'ai été sur Boulogne pour faire du foot, et j'ai trouvé du boulot là-bas. J'étais tout seul, et c'est difficile à assumer* » (E6).

De fait, presque tous sont très attachés à leur quartier et à leur famille, qui restent des repères sécurisants face à leur fragilité (peu ou pas de qualifications ; bagage culturel et savoir être en décalage avec les exigences du monde du travail ; stigmatisations liées à « Fosse 4 » ; méconnaissance ou méfiance vis-à-vis des dispositifs d'aide...).

Ces repères leur permettent d'attendre des jours meilleurs dans un environnement qui ne leur semble pas aussi hostile que l'extérieur de la cité où ils ne se sentent pas à l'aise. Sur huit jeunes interviewés, six sont dans une situation d'attente qui perdure. En effet, ayant quitté l'école ou le lycée jeune et sans diplôme, la plupart attendent quelques années avant d'entamer des recherches plus sérieuses de travail, et cette période est assimilée à un moment de repos : « *Tu arrêtes deux ou trois ans (après les études), pour te prendre des vacances, (mais) tu as tellement envie de rien faire, à force, que tu as l'habitude de la fainéantise* » (E5).

Si bien que quand le besoin de travailler se fait sentir (besoin souvent motivé par l'envie puis l'impossibilité de consommer), le recherche se fait laborieuse et les jeunes sont vite découragés, démotivés et, de plus en plus prêt à accepter n'importe quel travail sous la pression de leur famille et des institutions.

Cette longue période d'inactivité vide le temps de ses repères, ce qui explique « *l'attirance vers la vie nocturne, (qui est souvent) référée (...) à l'absence de motivations et de contraintes liées à une vie diurne* »²¹.

²¹ BOUAMAMA Saïd « De la galère à la citoyenneté », Ed. Desclée de Brouwer ; 1997 ; p.59.

Si bien que « *le logement familial tend à devenir un simple endroit pour dormir. Les jeunes sont ainsi exclus du droit à un espace privé. (...) Il en découle une aspiration importante à une vie et un espace privé* »²². Et cet espace permettrait surtout d'accueillir les copains pour faire la fête ou simplement discuter : « *Squatter chez les gens, y'en a marre !* »(E1).

En effet tous les jeunes nous ont parlé d'une intense vie nocturne, mais d'un manque de lieux pour se réunir et , rares sont les personnes qui acceptent de recevoir les copains de leur(s) enfant(s) trop longtemps ou trop souvent (ce qui, somme toute, nous paraît compréhensible). Néanmoins, malgré l'ennui, l'attente, les frustrations..., les jeunes restent très attachés à leur quartier et, la stigmatisation dont ils sont victimes renforce encore les liens qu'ils entretiennent avec lui.

Pour quelques jeunes (3 sur 8), la seule chose qui leur ferait quitter leur quartier, c'est un bon travail bien rémunéré qui leur permettrait de revenir souvent.

Un seul jeune a émis le souhait de quitter « Fosse 4 » : « *Dès que je peux partir d'ici, je pars (...) mais il faut être sûr d'avoir un boulot (...) Ca fait 15 ans que je vis ici, y'en a ras le bol !* » (E1).

Mais c'est le seul à avoir une copine qui travaille et qui a un appartement. Il semblerait que ce soit surtout elle qui veuille partir, bien que la stigmatisation des jeunes de « Fosse 4 » lui pèse beaucoup, mais il ne veut pas habiter avec elle tant qu'il ne pourra pas participer financièrement.

Quand à la qualité de l'habitat, un seul jeune nous en a parlé spontanément, car des maisons insalubres vont être abattues et, les gens relogés, selon lui, dans un autre quartier. S'il pouvait, la première chose qu'il ferait pour le quartier, c'est refaire toutes les maisons : « *les façades, elles sont niquées (...). Ca n'embellit pas notre cité, si les maisons, elles sont mortes* » (E3).

Enfin, deux jeunes sur huit ont évoqués une quasi impossibilité de quitter le domicile familial, car ils doivent s'occuper, l'un, de sa mère qui est seule et, l'autre, de son père, seul lui aussi, mais qui est, de plus, invalide. Ils ont 21 ans et, sur les deux, un travaille régulièrement, mais aucun n'envisagent de quitter leur quartier ou de faire une demande de logement.

²² Op. Cit. ; p 93

Enfin nous pouvons dire que les jeunes que nous avons rencontré n'envisagent pas d'accéder, dans un avenir proche, à un logement autonome. Conscients du pouvoir d'achat dont il faut disposer, ils conditionnent cette accession d'une part, pour tous, à l'obtention d'un contrat de travail de longue durée, et d'autre part, pour quelques uns, à la constitution d'un ménage où il serait souhaitable que la compagne travaille. C'est surtout la mise en couple qui pourrait les inciter à quitter leur quartier et, un emploi obligeant à la mobilité devrait être suffisamment rémunéré pour aider à supporter l'éloignement de la famille et des copains, car « la solitude, c'est terrible » (E6).

De plus, ils sont conscients des contraintes qu'imposent une société de plus en plus individualiste, ce qui ne les incite pas à quitter le domicile de leurs parents. Par manque de qualifications professionnelles et de bagages culturels, ils se retrouvent plus ou moins assignés à résidence chez leurs parents pour une période qui sera très variable selon les jeunes et qui dépendra non seulement d'un contexte où le marché de l'emploi leur serait plus favorable, mais aussi de leur motivation et de leur mobilité.

Mais certains nous ont paru fragiles et immatures et, peu enclins à quitter le domicile familial sécurisant qui permet de se satisfaire d'une situation d'attente dont il est difficile de dire si elle est subit ou agit. Aujourd'hui, « *les normes et valeurs des parents et des enfants se sont spectaculairement rapprochés. Rien ne s'oppose à une cohabitation prolongée entre les générations* »²³. Dans les années 70, la préoccupation des jeunes était de quitter le domicile familial le plus rapidement possible, alors qu'aujourd'hui, elle est d'y être et d'y rester. L'ensemble de la société incite à rester « jeune » le plus longtemps possible. Mais il s'avère que ce prolongement de la jeunesse, dont l'un des facteurs est la cohabitation, est choisit pour les jeunes issus de milieux favorisés, qui utilisent ce moment comme temps d'expérimentation, tandis que pour les jeunes issus de milieux défavorisés, il est subit, et ce qu'ils expérimentent, c'est plutôt « la galère ». « Etre jeune longtemps reste une affaire de riches »²⁴.

²³ Galland Olivier, Op. Cit. ; p. 60

²⁴ Dubet François in « Journée nationales techniques : jeunes en voie de grande marginalisation ; 28-29 avril 1997 » Direction de l'action Sociale, sous direction du développement social de la famille et de l'enfance ; p. 19

2-4-7 RAPPORT AUX INSTITUTIONS :

Les institutions retenues dans ce travail sont celles nommées par les sondés. Elles sont au nombre de 6 :

- Mairie
- ANPE
- Mission Locle
- Police / Prison
- ASSEDIC

Dans l'expression des jeunes, relative à la connaissance des dispositifs et institutions, seuls ces 6 structures sont citées. De ce fait, on souligne la connaissance effective des institutions par les jeunes.

Il est aussi important de souligner que depuis les lois de décentralisation, les intervenants sociaux sont nombreux à œuvrer sur un même territoire d'action. Les missions aux contours polymorphes des différents acteurs se retrouvent néanmoins dans deux logiques⁽²⁵⁾ que sont l'insertion et de développement local. Insertion : le concept véhicule une symbolique globale qui n'est autre que le questionnement d'aujourd'hui sur le lien social, la sociabilité.

C'est-à-dire : créer une place, donner une place à la personne en situation d'exclusion sociale.

Le développement local : au-delà de la simple projection des politiques publiques sur un territoire, il s'agit d'intégrer les personnes en situation difficile dans un projet collectif. Ce dernier tenant compte des dimensions historiques, économiques et culturelles locales, doit prendre en considération la globalité du collectif afin d'agir avec lui.

La multiplicité des intervenants ne facilite pas la compréhension de l'environnement par une population en difficulté sociale. L'approche territoriale quant à elle, met en perspective le rétrécissement de l'environnement socio-économique des populations. De ce fait, il nous semble important de préciser que les rapports parfois tendus avec les institutions relèvent d'un déficit de coordination des différents acteurs.

De fait, la commune, premier interlocuteur local est l'institution qui a été la plus citée durant les entretiens.

La Mairie

La Mairie est l'institution la plus citée par les jeunes. La relation jeunes / Mairie se caractérise par :

²⁵ commissariat Général du Plan, atelier « évolution du travail social », Préparation du XI ème Plan, Commission « cohésion sociale et prévention de l'exclusion », Redéfinir le travail Social, réorganiser l'action sociale.

- L'absence de concret, pas de réponse aux demandes formulées par les jeunes.

« Moi le maire, il m'avait promis un truc, du travail quoi, et il m'a dit fin décembre je te dirais quoi et il m'a pas appelé » E 10

L'absence d'écoute, et dans cette logique, il y a une forme d'anticipation de la réponse négative par la non-demande et sa conséquence de la présentation de projets.

Dans l'étude menée par Noel Daubech et Bernard Deljarrie, il est précisé

« beaucoup de jeunes déclarent ne pas avoir confiance dans leur maire et / ou leur municipalité »

« Les jeunes déplorent les promesses non tenues..... » Les jeunes sont aussi dans une attente d'aides financières sans maîtrise des compétences de la Mairie.

La Mairie est un employeur potentiel. De ce fait, une relation contractuelle existe, notamment par les jobs visant le financement de départs en vacances.

« Ouais, ouais on a travaillé pour eux, ils nous ont payé des vacances quoi, c'était bien, on a travaillé à la mairie pour la pelouse » E 3

Absences de vision des responsabilités légales et sociales des responsables communaux. Pour exemple, l'histoire des squats que les jeunes ont dû quitter. La nouvelle équipe municipale est perçue comme celle ayant généré plus de contrôles policiers.

La Mairie est perçue comme lointaine et ses services non-inscrits dans une logique de proximité.

La présence au Conseil Municipal d'élus originaires du quartier et y demeurant est une situation vécue comme du « contrôle social ». tout semble rapporté et cela est aussi vrai pour les Médiateurs.

« les médiateurs viennent pour nous emmerder, pour voir ce que l'on fait, nous observer, on ne leur parle pas, on dirait qu'ils veulent que l'on parte de notre cité » E 3

Un sentiment de persécution : dès qu'un lieu est investi, « nous sommes virés ». pour exemple, le cas du marais de pêche est cité.

Le personnel municipal technique intervenant dans la cité est perçu positivement car il apporte des réponses aux difficultés du quotidien.

« Déjà on ne s'entend pas avec les médiateurs, alors que pour les hommes de la Mairie qui viennent travailler ici, ils sont tous sympa avec nous » E 3

La Mairie est dans cet univers « concentré », l'interlocuteur identifié comme celui qui a l'ensemble des pouvoirs. La confusion des jeunes quant aux compétences des différents organismes est à lier à la fois à la non-connaissance du fait des jeunes mais aussi / ou de l'incapacité des intervenants à se construire une identité propre.

L'ANPE

La question de l'emploi est celle qui revient comme la préoccupation majeure de la construction identitaire des jeunes. La situation socio-économique frappant de plein fouet les populations les plus fragiles. La population jeune en situation de rupture est une population fragile. De plus, le territoire étant lui-même frappé par un taux de chômage important, l'ANPE se retrouve avec un statut d'interlocuteur de premier niveau confronté à la souffrance de la privation d'emploi.

Le problème de la radiation est celui qui semble le plus affecter la relation ANPE/jeunes. Ils ne comprennent pas. De ce fait une rupture est construite : plus de contact.

« L'ANPE j'y vais plus » E 7

« Je suis radié, mais je ne sais pas pourquoi » E 8

« Je ne suis plus inscrits, c'est comme ça, ils m'ont radié » E 2

« Pour l'instant l'ANPE c'est rien j'ai vraiment envie de trouver du boulot, le boulot c'est la fin de la galère » E10

« J'y vais mais y'a jamais rien » E2

Lorsque la relation existe, l'ANPE est perçue comme incapable d'apporter une réponse.

« ils sont bien...mais ils ne nous aident pas » E 8

« L'ANPE, quand on leur demande ils disent, ben....t'as quel âge ?, tu comprends pas ?, on s'embrouille » E 7

L'ANPE est perçue comme le bureau recruteur qui sélectionne avant l'heure.

« L'ANPE, c'est pas comme ça qu'il aurait du l'appeler Agence nationale pour l'Emploi, c'est une agence à qui ils veulent donner de l'emploi, ils sélectionnent les gens » E 7

Cette institution est repérée comme peu disponible alors que les jeunes expriment un besoin d'écoute important. Cela relève en partie de la difficulté et de la complexité des institutions à décliner leurs missions pour un public en situation de rupture.

Les jeunes se déplacent à la maison mère (Lens) plutôt que d'utiliser l'antenne locale.

La certitude d'être plus proche de l'information et du lieu de décision conforte cette représentation.

« Ouais mais on va à la mission locale de Lens, à l'ANPE de Lens, il y en a beaucoup qui vont là-bas » E 3

La particularité de la prise en charge du public jeune est la nécessité d'avoir un interlocuteur supplémentaire : ANPE, ASSEDIC et Mission Locale. De ce fait, la

complexité imposée à un public moins à l'aise avec les institutions donne une situation conflictuelle. La ML a une vocation de prise en charge globale de la situation des jeunes. Cette compétence, loin d'être négligeable, n'autorise pas une gestion administrative légale du statut de demandeur d'emploi. Cette prérogative appartient à l'ANPE et pour sa dimension financière, cela relève de la compétence de l'ASSEDIC.

L' ASSEDIC

La question financière pour les jeunes en situation d'exclusion est primordiale. De l'urgence permanente de la demande des jeunes, ou simplement de l'urgence de l'accès au droit, on passe à une situation de gestion administrative peu accessible pour l'individu lambda. La confrontation d'une culture jeune « vivace et speed » à une organisation structurée ayant son propre rythme de gestion donne une perception négative de cette dernière par les jeunes.

Les jeunes ne comprennent pas le système de calcul des droits. L' aléatoire semble être le ressenti le plus vif.

« Même l'ASSEDIC, ils sont idiots à un point. L'ANPE c'est pareil, d'abord tu dois aller à l'ANPE et après on va à l'ASSEDIC pour avoir des sous pour avoir des choses. Mais alors il te manque tel papier, tel papier.....encore des papiers....Au bout d'un moment, tu dis va y je vais aller travailler en Intérim va y lâches moi. C'est bon »

« Les ASSEDIC, je m'intéresse pas trop, parce que je comprends pas » E10

La relation entretenue dans ce contexte est expliquée et gérée par la ML. De ce fait on a constaté une perception positive de cet équipement.

LA MISSION LOCALE

La capacité de la Mission Locale à gérer une relation avec les jeunes et à les inscrire, par la mobilisation de ressources et de moyens dédiés à cet effet, lui donne une place particulière dans la gestion des projets contractualisés avec les jeunes.

La relation qu'entretient la ML avec le public cible (les jeunes) est perçue comme positive.

« La Mission Locale c'est une bonne chose pour les jeunes » E 7

Les aides sont concentrées là ! de ce fait les réponses concrètes sont possibles. En particulier l'accès aux formations rémunérées, même si le retour à « l'école » est difficile.

« La mission locale parle aux jeunes, elle dit ce qu'il faut faire, elle explique à quoi sert les papiers » E7

Les convocations sont le seul outil de prise de contact car les jeunes ne s'y rendent pas naturellement.

« j'y vais quant il m'appelle » E 8

Une écoute semble exister au sein de la ML

L'écoute est particulièrement bien reconnue par les jeunes, elle suscite un sentiment de confiance.

La Mission Locale joue des rôles multiples auprès des jeunes, elle fournit des informations sur l'aide au logement, l'accès aux loisirs, elle peut également aider les jeunes à bénéficier d'allocations financières.

Elle représente aussi pour les jeunes, un des rares lieux « institutionnels » où ils n'ont pas le sentiment d'être confrontés à une administration tatillonne et éloignée de leurs préoccupations.

2-5 ANALYSE DU DISCOURS DES TEMOINS PRIVILEGIES

Nous avons procédé à 3 entretiens que nous avons considéré comme étant des « témoins privilégiés » afin d'avoir une photographie sur la situation des jeunes sur le quartier de fosse 4, effectués par des acteurs extérieurs au groupe de jeunes.

Toutefois, ces quelques personnes entretiennent des liens relationnels concrets et très réguliers avec eux.

Cette démarche avait pour objectif de recueillir des témoignages qui viendrait corroborer ou au contraire viendrait relativiser les propos des 8 jeunes interviewés sur le quartier de fosse 4.

Le non-accès à l'emploi et conduites déviantes :

La région Nord- Pas-de-Calais est une région sinistrée dans le domaine de l'emploi.

L'activité économique était essentiellement basée sur les activités minière, sidérurgique, textile...activités qui ont cessé aujourd'hui et qui ont produit un chômage de masse dans notre région.

Les entretiens des 3 témoins privilégiés rendent compte d'un même constat, à savoir :

Qu'il n'y a pas d'emploi dans la région pour ces jeunes non qualifiés et, qui se destinent selon eux, à des emplois d'ouvriers.

« y sont partis pour être ouvriers mais y a rein » (E4) « pas d'emploi, c'est surtout l'emploi, il leur faut du travail ! » (E4)

L'un d'entre eux pense même que le taux de chômage sur le quartier de fosse 4 est supérieur à la moyenne nationale « zone minière, y'a plus d'emploi » (E11).

D'après les témoins, la majorité des jeunes seraient peu ou pas diplômés, ce qui rendrait encore plus difficile la possibilité d'accéder au marché du travail.

A ce titre, Olivier GALLAND énonce que « En effet, depuis vingt ans, le chômage a tendance à se concentrer toujours sur les non-diplômés.

Si la croissance du chômage a concerné tous les jeunes, elle l'a fait d'autant plus que le niveau de formation est bas. »²⁶

Les données statistiques provenant de l'INSEE en 1999, montrent que 62% des jeunes de Carvin sont sortis du système scolaire avec un bas niveau de qualification. Ces chiffres peuvent donc conforter l'idée que les difficultés socio-économiques des jeunes du quartier seraient étroitement liées à la non-possibilité d'accéder à un emploi stable « ce qu'ils veulent avant tout c'est un emploi stable » (E11).

Ce point de vue est relativement « contre versé » par un des témoins qui pense que pour une partie des jeunes de la cité de fosse 4, il y aurait « des réticences » à aller travailler pour « 5000 francs » alors que par le biais d'autres fonctionnements, ils parviennent à répondre plus ou moins à leurs besoins financiers.

« C'est à dire qu'ils sont dans une économie parallèle ? Oui, on peut dire ça comme ça, c'est clair, ils n'ont pas besoin de chercher du travail.....Pour arriver à 5000 francs, ça ne les intéresse pas, ils ne savent pas ce que c'est la vie, si ils savaient, ils relèveraient leurs manches et iraient travailler, ils feraient comme les autres, les autres essaient de s'en sortir, pourtant c'est dur mais ils essaient. » (E12)

A ce propos l'enquête du CREDOC constate que : « le recours au circuit des « petits boulots » est dorénavant privilégiés par les jeunes, et ce n'est que confrontés à l'urgence qu'ils se tournent vers les organismes d'aide à l'insertion. Adil Jazouli fait état de « logique de débrouilles individuelles », à la constitution de groupes générationnels et "affinitaires" qui utilisent toute leur énergie et leur intelligence à « monter des combines et des coups » aux résultats immédiats et aux gains assurés »

Il nous semble qu'à partir des propos des différents témoins et des points de vue sociologiques retenus pour ce travail, nous pourrions prendre deux axes d'analyses concernant l'implication des jeunes dans cette « logique de débrouille ».

D'une part, nous tenterons d'appréhender les rapports qu'ont ces jeunes à la valeur travail et d'autres part nous nous attachons à comprendre les effets de la représentation stigmatisante dont sont « victimes » les jeunes en difficultés d'intégration socio-économiques.

Globalement, on peut dire que la situation des jeunes depuis ces vingt dernières années, c'est considérablement dégradée, en termes financiers mais également en terme d'espérance.

²⁶ Olivier Galland, dans le chapitre « les jeunes et l'exclusion » tiré du livre L'exclusion, l'état des savoirs, sous la direction de Serge Paugam p187

« Les jeunes de milieu populaire n'ont pas seulement des difficultés d'insertion sociale et professionnelle. Ils souffrent également d'une perte des schémas explicatifs propre à l'imaginaire ouvrier classique. Dans ce contexte difficile, les jeunes tentent d'actualiser leur imaginaire. Une nouvelle gestion de la tension individu collectif est en cours de constitution.....Les rapports au temps, à la famille, à l'argent...laissent percevoir également des mutations importantes et contradictoires. Les jeunes de milieu populaire semblent porter tout le poids d'une reconstruction pour laquelle le monde adulte ne lui octroie ni mandat, ni légitimité, ni reconnaissance. »²⁷

La pénurie d'emplois salariés implique que rare sont les jeunes qui accèdent à l'emploi à la sortie de l'école, « le passage en file d'attente est fréquent. Les mécanismes de déqualification/ démotivation, de sélectivité sur l'expérience, jouent et creusent l'écart entre les adultes et jeunes démunis». ²⁸

Pour ces jeunes, l'espoir d'accéder à l'emploi est tellement « infime », qu'ils rencontrent des difficultés à se projeter dans l'avenir.

« Le présent n'est pas non plus articulé vers l'avenir. Il n'est pas présenté comme préparation du futur. Les conditions socio-économique rendent l'avenir impensable et "impensé". Au mieux pour certains, il est projeté à une échéance lointaine...après la résolution de la question de l'emploi. » (cf. note de bas de page n°27-2)

De plus, outre la difficulté d'appréhender le futur, ils sont confrontés « en permanence » au regard des adultes qui attendent d'eux des comportements socialement valorisés.

« Le monde adulte est perçu comme une agression permanente. Il demande des comportements et attitudes tout en refusant les moyens de ceux-ci. La contradiction entre attentes sociales et moyen est sans cesse soulignée. Ainsi par exemple, de multiples signaux quotidiens pressent les jeunes à adopter un comportement de « travailleur » alors que le moyen essentiel de ce comportement, l'emploi, est refusé » (cf. note de bas de page n°27-2)

Ce double discours fait donc apparaître « une contradiction -d'une tension structurelle - vécue par les jeunes dans le rapport entre le désirable et le

²⁷ Saïd BOUAMAMA « De la galère à la citoyenneté » P62

27-2 Saïd BOUAMAMA « De la galère à la citoyenneté », édition Desclée de Brouwer P802

²⁸ Face à l'exclusion des jeunes en Aquitaine, conseil économique et social Aquitaine, 28 avril 1995

possible. Les institutions de socialisation (famille, l'école et il faut lui ajouter la télévision) semblent envoyer aux jeunes un double message. D'un côté, l'appel à l'individu, la légitimité de la compétition et de la consommation tendent à libérer la croyance que (presque) tout est permis... De l'autre, les évolutions récentes de la société donnent au contraire le sentiment que (presque) rien n'est possible.»²⁹

En ce sens, il nous apparaît bien difficile pour ces jeunes de se conformer aux modèles de vie de leurs parents, ou de leurs grands-parents, se référer à ces modèles semble bien inutile, puisqu'ils savent qu'il est difficilement applicable pour eux.

Les jeunes du quartier de fosse 4 sont-ils dans cette dynamique, ils ont vu leurs grands-parents, et leurs parents travailler « dur », (travailleurs dans le secteur minier), ils ont donc « baigné » dans cette culture ouvrière, toutefois, les valeurs qui leur ont été transmises et inculquées se révèlent être « obsolètes » puisqu'ils ne peuvent pas les appliquer sans se confronter à de « grosses difficultés ». Ces quelques données théoriques croisées avec les entretiens des jeunes et des témoins privilégiés, nous amène à penser que les jeunes ont « intégré » pour la plupart d'entre eux que leur parcours professionnel sera semé de périodes d'activité, et de chômage « scepticisme et fatalisme en découlent » (cf. note de bas de page n°27-2)

Dés lors, on peut mieux comprendre l'implication des jeunes dans « ces logiques de débrouille » qui conduisent à adopter des comportements déviants.

Confrontés à un « décalage avec les repères socialement valorisés » les jeunes vivent cette situation avec « le sentiment d'être une « génération sacrifiée » par le monde adulte égoïste... La délinquance et la rage en tant que violence sans objet sont présentées comme réponse à cette injustice générationnelle » (cf. note de bas de page n°27-2).

« pas de grosse délinquance sur fosse 4 » (E11)

« Ils sont connus au commissariat, le deuxième groupe est connu, ils sont fichés, vous allez parler de X, ils connaissent pas tandis que Y, Z, W, ils sortent de prison, ça fait partie de l'univers là... » (E12)

F. Dubet explique ce phénomène de la façon suivante :

« La faiblesse des normes et du contrôle social n'interdisent nullement la force des aspirations vers des modèles conformistes de réussite. Malgré ce que l'on appelle la crise, le chômage, la marginalisation, les jeunes des banlieues populaires vivent dans une société de masse dans laquelle les modèles d'accomplissement des classes moyennes s'imposent à la plupart. Or ceux-ci se sentent exclus de

²⁹ Guy BAJOIT « le changement social », édition Armand COLIN 2003, p.122

cent milles façons, échec scolaire, absence d'emploi, mauvaise réputation des cités, le racisme alors que les modèles de la consommation et de la réussite sont à portée de main dans la publicité, le supermarché, la télévision. « la délinquance » apparaît comme une manière de réduire cette tension. La cité et le groupe de jeunes constituent aussi des ressources économiques à travers une économie déviante construite sur le vol, les trafics divers, notamment ceux de la drogue. Il semble que les bénéfices liés à ces activités soient suffisamment élevés pour permettre une certaine participation sociale à travers « la frime », un soutien non négligeable à la famille et surtout rendre les stages et les formations dévalorisés offerts par les services sociaux bien peu séduisants ».³⁰

On peut donc penser que cette « petite délinquance » serait une façon de s'inscrire dans une logique de consommation et dans une relative inscription à la vie sociale. Toutefois, la stigmatisation dont est « sujet » la jeunesse se situant dans « la file d'attente », (sorti du système scolaire et n'ayant pas accéder à l'emploi), nous semble être un paramètre à ne pas négliger.

Pour François Dubet, « cette interprétation de la violence et de la méchanceté peut aisément s'inscrire dans les théories du stigmaté. Lorsqu'un groupe est stigmatisé, une des manières d'échapper à l'étiquetage consiste à revendiquer pour soi le stigmaté négatif, à l'exacerber afin de le retourner contre ceux qui stigmatisent. Franz Fanon et Jean Genet ont largement décrit ce mécanisme « pervers » engendré par la stigmatisation et le racisme.

Le groupe et l'individu méprisés se comportent conformément à ce qui est attendu par le stéréotype négatif, mais ils en « rajoutent ».

Si « on » attend des jeunes noirs ou des jeunes maghrébins qu'ils soient voleurs et violents, une des manières de contrôler le stigmaté est alors de « choisir » avec excès le vol et la violence. Il semble que ce type de violence méchante se développe lorsque la situation de domination n'autorise pas la création d'un conflit et d'une constatation. »

L'accès à l'emploi serait donc « le nerf de la guerre », l'obtention d'un emploi stable permettrait à cette jeunesse de se projeter dans un avenir proche, d'être valorisé socialement et de subvenir à leur quotidien sans faire appel à ces logiques de débrouille. Le fatalisme et le scepticisme qu'ils éprouvent quant à leur devenir tendraient à se transformer en « une lueur d'espoir ». Ils pourraient alors se réinscrire dans cette culture ouvrière qui à la base est la leur.

³⁰ François Dubet, « A propos de la violence et des jeunes », site internet [http:// www.conflitsrevues.org](http://www.conflitsrevues.org)

3° PARTIE CADRE D'HYPOTHESE D' ACTIONS

3-1 AXE CITOYENNETE

Le droit à la parole et à l'expression est un préalable au plein exercice de la citoyenneté. Il faut alors favoriser les espaces d'échanges et de dialogues.

Au-delà de la parole, la citoyenneté doit être mise en actes au niveau local.

Ne faut-il pas favoriser l'implication des jeunes dans le fonctionnement des institutions pour développer l'apprentissage de la responsabilité et de la participation à la décision?

Les jeunes, malgré les obstacles qu'ils affrontent dans leur insertion sociale et professionnelle, ont la volonté et la capacité d'être des citoyens. (ACTEURS)

Aux responsables et décideurs d'apprendre à les écouter, et construire avec eux les formes renouvelées de leur participation à la vie de la cité.

Le rapprochement des jeunes avec les institutions de proximité apparaît comme indispensables.

Cela permettrait peut être de réconcilier les jeunes avec les différentes institutions.

Il faut alors inventer des nouvelles formes de dialogue entre les jeunes et les institutions.

Il nous semble que les jeunes que nous avons interrogés interpellent le monde des adultes à travers une certaine forme de conflictualité stérile.

« Tout se passe comme si les jeunes voulaient obliger à une reconnaissance et à une négociation (...). Il y a en fait deux stratégies qui ne s'adressent pas aux mêmes acteurs. D'une part on s'adresse aux autorités, d'autre part on s'adresse aux adultes du monde ouvrier ; d'un côté il s'agit de négocier une prise en compte des pouvoirs publics, de l'autre il s'agit d'attirer l'attention des adultes sur un sentiment d'exclusion illégitime. »¹

Comment alors aider les jeunes et leurs familles à devenir acteurs sur leur quartier, leur territoire, en terme de requalification et de reconnaissance (stigmatisation liée à l'appartenance au quartier « Fosse 4 »).

Comment répondre à ce besoin légitime de statut, statut qui leur donnerait le sentiment d'exister autrement ?

Comment inscrire les jeunes que nous avons interviewé dans une temporalité linéaire et non plus cyclique (répétition de passages à l'acte) ?

¹ BOUAMAMA Saïd, « De la galère à la citoyenneté » P92-94

Il nous semble donc nécessaire d'inclure les jeunes et leurs familles dans une réflexion sur l'aménagement de leur quartier et plus globalement, sur les transformations de leur ville liées à un contexte socio-économique qui évolue sans cesse. D'où l'importance de créer des lieux d'écoute et d'échanges où la parole doit circuler librement : des vrais lieux de négociation et de confrontation ayant un réel pouvoir décisionnel sur tous les domaines concernant directement la population du quartier, et un réel rôle d'information sur ce qui les concerne indirectement (politique de la ville, grands projets...).

Afin de faire comprendre l'intérêt d'y adhérer, de faire émerger la volonté d'agir des habitants, une action de type recherche-action nous semble appropriée. En effet, par une participation active, les personnes prennent conscience qu'une partie des solutions de leurs problèmes ne peut passer que par une implication, (passer du subit à l'agir).

Ces nouvelles formes de dialogue entre les jeunes, les autres habitants du quartier et les institutions pourraient prendre les formes suivantes :

- **Création d'un conseil d'usagers** qui permettrait d'effectuer un travail sur les représentations de chacun (conseil où un échange et une confrontation entre représentants des institutions et usagers seraient possibles).
- **Création de conseils de quartiers** qui viseraient à produire des animations de quartier et des actions collectives par le biais de la recherche-action. Cette méthode serait un outil intéressant pour traiter la question de la participation et de l'adhésion des populations concernées, et répondrait « directement » aux préoccupations de ces dernières.
- **Création d'un conseil municipal jeune** en vue d'une politique de prévention globale qui agirait en amont. Cette proposition viserait alors un public plus jeune et plus large que celui que nous avons rencontré.
- **Déconcentration des services publics** : l'amélioration de certains services publics et leur implantation sur des quartiers périphériques sont fortement demandées et appréciées par les jeunes.
- **Transports en commun** : dans l'optique de l'agrandissement de la zone urbaine de Carvin, il serait peut être intéressant de favoriser le déplacement des habitants de la ville, notamment pour les quartiers qui sont les moins bien desservis. En ce sens, nous proposons la création d'un système de navettes où la tarification serait fonction des rémunérations de l'individu.

3-2 AXE RAPPORT AUX INSTITUTIONS

La plupart des jeunes déclarent méconnaître le fonctionnement de ce qu'ils appellent l'administration, celle-ci englobant sans réelle distinction des institutions ou des assemblées aussi différentes que la sécurité sociale, la mission locale, l'ANPE, la municipalité...

Certes, ils savent que ce sont des institutions différentes mais pour eux, ce sont des administrations dont ils ne perçoivent pas les mécanismes, les règles de fonctionnement et l'étendue réelle de leurs responsabilités.

Ces administrations sont avant tout des "guichets" où on leur demande de produire des papiers et des justificatifs dont bien souvent la finalité n'est pas perçue.

Les jeunes forment un groupe à risque, au sens où ils sont victimes de la pénurie d'emploi, ce qui génère une précarisation de ce public.

Parce qu'ils sont les plus menacés, les jeunes font l'objet d'une attention soutenue en matière de politique d'insertion sociale et économique.

Avec la multiplication et la superposition des organismes, il est difficile pour les jeunes de savoir:

Qui fait quoi ? Avec qui ? Où et quand ?

De plus, par le jeu des représentations sociales des adultes envers les jeunes et réciproquement, cela ne fait qu'accentuer la rupture entre générations.

Toujours dans le but de favoriser les échanges entre les institutions et les jeunes, et ainsi de réduire les « écarts » existant entre ces deux « entités », nous proposons :

- **la création d'un lieu d'écoute, d'information et d'orientation** dans le(s) quartier(s). Le professionnel (un travailleur social) en poste dans ce lieu pourrait « analyser » les situations et apporter les « réponses » les plus adaptées. Ce lieu aurait donc pour fonction, comme son nom l'indique, d'écouter, d'informer et d'orienter les jeunes vers les structures adéquates et/ou d'amener les représentants des institutions à rencontrer les usagers dans leur quartier. Le partenariat entre ce professionnel et les institutions devrait permettre l'émergence de permanences. Ces permanences, tenues par les représentants des institutions n'auraient pas pour but de « traiter » la situation dans l'instant, mais permettraient d'établir un premier contact et d'amener le jeune à fréquenter l'institution concernée par une prise de rendez-vous. L'idéal serait qu'il rencontre la même personne lors de son passage dans l'institution concernée.

3-3 AXE EMPLOI

L'accès à l'emploi est la préoccupation majeure du public rencontré. C'est pourquoi la mairie, avec son projet de réalisation de la maison de l'initiative et de l'emploi regroupant l'ANPE, les ASSEDIICS, La mission locale et les organismes de formation, nous amène à des propositions qui découlent de ce pôle "d'employabilité" :

- Inscription des agences d'intérim dans ce projet, puisqu'il ressort de notre enquête que la majorité des jeunes utilisent ces structures pour accéder à l'emploi (parfois même les seuls fréquentés).
- Création d'un travail de partenariat entre les différentes institutions présentes sur ce pôle de l' « employabilité », afin d'amener une cohérence entre offre et demande d'emploi : la mission locale bien qu'elle ne s'adresse qu'aux 16/25 ans nous paraît être l'acteur privilégié pour mener ce travail de « coordination ».
- Création d'une bourse à l'emploi qui serait une instance où, par secteur d'activité, employeurs et demandeurs se rencontreraient directement, ce qui faciliterait les échanges et par là même, le recrutement.

CONCLUSION

Dans le cadre de l'organisation du projet éducatif territorial, le CCAS de la ville de Carvin a souhaité contractualiser une étude diagnostique portant sur la question des population en grande exclusion, et plus particulièrement sur les publics « jeunes adultes » échappant à l'ensemble des dispositifs de droit commun mis en œuvre en matière d'insertion sur la commune.

Toutefois, malgré la commande de la municipalité, qui souhaitait que l'enquête s'oriente sur un public en voie de marginalisation, nous pensons aujourd'hui que les jeunes interviewés se situent plutôt dans une zone de fragilité.

Concrètement, les éléments d'analyse tirés du discours des interviewés confirment notre hypothèse des décalages existants entre les valeurs défendues par les jeunes et celles des institutions chargées de la mise en œuvre des politiques publiques.

Les entretiens réalisés ont permis de dégager des thématiques qui traduisent la préoccupation des jeunes interrogés, thématiques qui se focalisent sur les éléments qui définissent depuis 20 ans les politiques d'insertion.

Ainsi, la question du rapport à l'emploi et la distance du marché du travail occupe une position centrale dans le discours des jeunes.

Contrairement aux représentations globalement partagées, les jeunes de « Fosse 4 » semblent être structurés, tant par leurs rapports à la famille et aux institutions que par les valeurs véhiculées au sein du monde ouvrier.

Cette question est accentuée à travers leurs discours par le fait que, majoritairement et compte tenu de la conjoncture économique, ils ont complètement intériorisé les brouillages existants entre emploi, activité et chômage.

Le recours aux petits boulots en intérim devient une norme qui permet à la fois d'échapper aux dispositifs et de prétendre à un statut qui justifie les valeurs qu'ils entendent défendre.

Cette revendication d'un statut rémunéré permet aussi la valorisation du jeune au sein du milieu familial et dans ses rapports aux autres jeunes du quartier. C'est aussi un moyen d'échapper aux dispositifs de droit commun qui, compte tenu des présupposés en terme d'insertion, renvoient aux jeunes leurs difficultés dans leur rapport à la scolarité.

Cette culture de l'immédiateté donne ainsi à voir des rapports qu'ils entretiennent avec les institutions comme l'ANPE, la mission locale ou les dispositifs de droit commun. Ces dernières incarnent toute la distance qui les séparent d'une insertion construite dans le temps et dans l'espace.

Ce décalage explique pour partie les attentes particulières qui se créent, en direction de la mairie.

La municipalité est ainsi perçue comme permettant d'accéder rapidement aux espérances trahies par 30 années de crise économique.

Cette attente est d'autant plus exacerbée qu'ils éprouvent des incompréhensions par manque de clarification des fonctions, attributs et règles de procédures des partenaires en charge des questions qui traversent la commune.

Cette relation en tension explique aussi leur attitude de repli, de méfiance et de défiance face à tout ce qui peut représenter l'autorité.

Ce processus de désorganisation sociale conduit les jeunes à adopter tantôt des comportements de rejet de tout ce qui vient de l'extérieur, tantôt des comportements de consommation dans leurs rapports aux institutions et aux actions définies dans le cadre des politiques de la jeunesse.

La question de la conflictualité comme mode de relation et de construction identitaire est déplacée sur le registre de la haine venant justifier les phénomènes de violence souvent perçus comme des atteintes aux symboles de l'intégration.

Enfin, la conjugaison des items nous autorise à penser l'intérêt de travailler à des pistes de propositions d'actions qui accompagnent dans une dynamique de transition les représentations subies qu'ils ont de leurs situations.

Permettre l'inscription dans une dynamique de conscientisation , c'est par là même les mettre en situation d'acteurs en capacité d'agir sur leur projet d'insertion.

BIBLIOGRAPHIE

BAUDELLOT Christian et Gérard MANGER
Jeunesses populaires " Les générations de la crise"
L'harmattan - Logiques sociales -1994

DUBET François
La galère : jeunes en survie
Fayard -1992

DUBET François - LAPEYRONNIE Didier
Les quartiers D'exil
L'épreuve des fiats
Seuil 1992

DUBAR Claude
L'autre jeunesse
" jeunes stagiaires sans diplômes "
P.U - Lille 1987

FERREOL Gilles
Intégrations et exclusions dans la société française contemporaine
P.U Lille 1994

PANGAM Serge
L'exclusion L'Etat des savoirs
ED La découverte - 1996

Articles /données - Extrait d'ouvrage

" Nous sommes aussi des citoyens "
Noël DAUBECH -Bernard DELJARNE
Regard des jeunes sur notre société

Le cherche midi
Deka Editions

Jeunes en rupture Education parentale et relations familiales
C.T.C.E.P.S
Ministère de l'Emploi et de la solidarité

Journées nationales techniques
" Jeunes en voie de grandes marginalisation
28-29(04) 1997
Direction de l'action sociale

Face à l'exclusion des jeunes en Aquitaine - Répondre ensemble au défi de la
cohésion sociale et d'un développement Economique solidaire
Conseil Economique solidaire .
Conseil économie et social d'Aquitaine sur les rapports de J Pierre LACLAN

De la galère à la citoyenneté
" Les jeunes , la cité , la société
EPI - Desclée de BROUWER